

tribune socialiste



Ils ont tué Salvador Allende ! que la junte militaire qui a fomenté le coup d'Etat et la droite fasciste qui l'appuie, l'ont assassiné ou poussé au suicide, cela ne change rien au fait brut qui marque ce putsch réactionnaire. Pour reconquérir ses priviléges, la bourgeoisie est prête à tout : à l'assassinat, à la violence, au viol de sa propre légalité.

Mais que ces robots de la CIA en uniforme, ne croient pas avoir tiré un trait sur la lutte du peuple chilien et sur le formidable espoir que l'expérience de l'Unité populaire a fait naître au cœur des travailleurs et des peuples du monde entier.

La justice, la dignité, la fraternité, la vie, ces mots bafoués par la bourgeoisie, les travailleurs chiliens leur ont redonné leur force. En face, la bête immonde ne sait parler que le langage de la mort et de l'ordre. Peuple chilien, les travailleurs du monde entier sont à tes côtés dans ton combat d'aujourd'hui et de demain. Camarade Allende, nous te saluons dans ta vie, comme dans ta mort, pour avoir lutté jusqu'au bout. D'autres que toi reprennent au Chili et dans le monde, ton combat pour le mener à la victoire, celle des travailleurs, celle de la révolution socialiste.

Bureau National du PSU.



le
peuple
face
aux

ASSASSINS

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-LUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :
Daniel BIZIEN - Pierre BRUN - Michel CAMOIS - R. de CAUMONT - Robert CHAPUIS - Françoise CLAIRE - Guy DUFAUX - Pascal DORIVAL - Christian GUERCHE - Daniel LENEGRE - Serge LEROY - Per Oivind NIELSEN.

Photos :
A.F.P. (14) - A.F.P. (11 - 15) - P. COL-LOMBERT (14) - Pascal LEBRUN (8) - M.-D. PUECH (10) - D.R. (8 - 9 - 12).

Dessins :
BAROU (5 - 15) - P.L.B. (9).

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566-45-64
Administration : 566-45-37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Information 2000

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e
Tirage : 25 000 ex.

LIP-ORTF

Michel Barre était journaliste de la station régionale de l'ORTF à Besançon. Il ne l'est plus. Déplacé sous d'autres cieux. Il ne fait pas bon travailler avec honnêteté dans cette maison. Chez Lip, les flics occupent physiquement ; à la télé, ils occupent moralement.

Calendrier Politique

- Le Christianisme social et dix mouvements chrétiens militants organisent les 14, 15, 16 septembre à Orléans-La Source, un forum sur les Droits de l'Homme en péril.

Avec la collaboration d'observateurs qualifiés et de nombreux groupes, ce forum n'entend pas célébrer le 25^e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme autrement qu'en s'intéressant au sort des exploités, des réprimés, des embrigadés, des marginalisés, des censurés, des colonisés.

Une dizaine de commissions sont prévues, ainsi que des stands et des expositions.

Renseignements - Inscriptions à FORUM, 46, rue de Vaugirard - 75006 Paris (tél. 325-49-70).

- La 4^e Conférence Nationale Entreprise aura lieu les 27 et 28 octobre à Besançon. Les textes préparatoires à cette conférence et aux réunions régionales sont parus. Commandez le numéro spécial de « Courrier des Entreprises » à la Librairie de T.S.

7 JOURS DANS T.S.



■ Réalisé à la demande de l'hebdomadaire « Les Informations », avant l'intervention policière sur Besançon, un sondage de la SOFRES n'a eu qu'un écho sonore somme toute assez limité.

Pour cause puisqu'une majorité impressionnante de personnes interrogées faisaient état d'une indulgence des plus coupables envers les Lip...

Autre chiffre intéressant de ce sondage : 60 % des personnes interrogées pronostiquaient une multiplication des conflits « de type Lip ». Pas cons, les Français. Ils ont vite compris tout ce que contenait d'explosif ce conflit d'un type nouveau, où l'imagination et la volonté offensive, combinées à la démocratie ouvrière la plus grande et à la plus large unité syndicale, sortaient les revendications ouvrières de l'ornière des grèves classiques, bousculaient les tabous, bafouaient la légalité bourgeoise pour dessiner les contours de la légalité de demain.

Le pronostic était bon. Des chocolatiers de Cémoi aux bonnetiers de St-Dié, en passant par les couturières de Cerizay, qui n'ont plus pour patron que celui qui leur sert à tailler le tissu — l'esprit Lip souffle désormais un peu partout. (p. 7-8-9-10)

Quant à la marche sur Besançon prévue pour le 29 septembre, pour être réunie, et porter réellement un coup au pouvoir, elle doit répondre à plusieurs exigences :

■ Elle doit accentuer le rapport de force en faveur des travailleurs pour les placer en meilleure position dans le cadre des négociations, et non pour abandonner ce terrain. Elle doit être le fait de l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier et populaire qui ont soutenu la lutte de Lip. Elle doit enfin être placée directement au niveau des objectifs, comme des mé-

thodes d'organisation, sous la direction des travailleurs de Lip eux-mêmes. C'est dans cet esprit que le PSU se déclare prêt à participer activement à une marche sur Besançon et qu'il prendra des initiatives pour lui donner l'audience la plus large. Mais de grâce, ériger l'impatience en ligne politique comme le font aujourd'hui un certain nombre de nos camarades de groupes d'extrême-gauche ne constitue pas la meilleure façon d'aider réellement les travailleurs de Lip.

■ La lutte des Lip a déjà porté aussi ses fruits sur un autre terrain : elle conduit, bon gré, mal gré, les organisations politiques et syndicales à découvrir que l'on ne peut gagner que sur la base d'une stratégie réellement offensive. Voici que Georges Séguin et Georges Marchais se remettent à parler de mai 68 en des termes infiniment plus positifs que par le passé.

Voici que la CFDT se déclare prête à s'engager plus à fond sur le terrain même de la prise du pouvoir.

Voici que commence à pouvoir se réaliser une unité nouvelle des forces du mouvement ouvrier, unité conflictuelle certes, mais infiniment plus dynamique que celle des appareils de la gauche sur la base du Programme commun. Daniel Lenegre, dans l'éditorial, souligne l'importance de cette évolution, tout en indiquant les limites qu'il faudra dépasser dans l'avenir (p. 3).

■ Ce combat politique doit aussi se traduire dans le cadre de la bataille des cantonales - 200 candidats PSU vont y participer et on peut compter sur eux pour montrer l'importance politique de Lip et des luttes actuelles. Car, contrairement à une opinion fort répandue, les élections cantonales et les conseillers généraux sont loin de jouer un rôle négligeable dans la ba-

taille politique. Robert de Caumont, membre du PSU et animateur des GAM le montre dans son livre « Des conseillers généraux, pour quoi faire », dont nous publions des bonnes feuilles. Dans le cadre de cette lutte importante les Fédérations du PSU avaient proposé des accords de non-agression au Parti communiste et au Parti socialiste. Seul le PS les a acceptés dans quelques cas. Encore faut-il que ces accords soient réalisés sur une base claire. A cet égard si l'accord de non-agression PS-PSU de Grenoble se situe dans ce cadre, le texte qui lui sert de référence ne saurait engager le PSU. Robert Chauvin le rappelle en page 3.

■ Pompidou est donc allé à Pékin. C'est sans doute une victoire de la diplomatie chinoise. Mais il ne suffit pas de crier « bien joué » chaque fois que nos camarades chinois réussissent à diviser le front inter-impérialiste. Encore faut-il oser poser des questions exigeantes sur la nature du pouvoir en Chine après le X^e Congrès du PCC (p. 11).

■ Dernière remarque qui, pour être traditionnelle n'en n'est pas moins urgente. Le parti est aujourd'hui financièrement dans une situation critique. L'effort considérable que nous avons fait dans la lutte de Lip, la dette électorale, la multiplication des initiatives politiques, tout cela se traduit par des additions. Dans une telle situation TS est toujours, vu son coût, le premier touché par la crise financière. Nous publions, ci-dessous, un appel urgent sur ce point. Sachez que si l'argent ne rentre pas très rapidement le journal du parti risque de ne plus pouvoir paraître ou tout au moins de réduire sa pagination. Alors que chacun prenne ses responsabilités... et vite.

Gérard FERAN ■

APPEL aux militants

T RIBUNE SOCIALISTE reprend cette semaine sa parution régulière. En fait, pour la première fois cette année, la période des vacances n'aura pas été marquée par la disparition complète de T.S. Lip oblige ! Nous avons été présents, et massivement tout au long du conflit, par des tirés à part, des suppléments, des numéros spéciaux, largement diffusés dans toute la France.

Est-il besoin de le dire ? Nous n'avons pas gagné d'argent pendant cette période et cet effort soutenu pendant tout l'été a d'abord été un pesant sacrifice financier.

Nous voici donc prêts à repartir pour un tour. Avec plein de bonne volonté, un moral d'acier, mais... une caisse toujours aussi peu remplie !

Nous savons bien que T.S. ne peut « TENIR » de façon classique : publicité, affichage commercial, circuit NMPP traditionnel. Un journal militant a besoin d'un support militant. La vente, la diffusion, la po-

pularisation de ce journal reposent entièrement sur les capacités militantes de ce parti. C'est une tâche prioritaire.

NOUS DEMANDONS A CHAQUE SECTION D'INSCRIRE A SON ORDRE DU JOUR DE RENTREE LE PROBLEME DE LA DIFFUSION DE T.S. Un point de vente hebdomadaire par section, un exemplaire vendu au moins par adhérent, nous paraissent un minimum à respecter quoi qu'il en coûte.

NOUS DEMANDONS A CHAQUE MILITANT DE S'INTERROGER PERSONNELLEMENT SUR L'EFFORT QU'IL CONSENTE POUR T.S. Un abonné nouveau au moins par militant, ne paraît pas être un objectif irréalisable.

Un parti de plus de 10.000 adhérents, de plusieurs dizaines de milliers de sympathisants : Tribune Socialiste devrait logiquement tripler son tirage et sa diffusion en quelques mois. Pourvu que chacun veuille bien s'en donner la peine.

A chacun de prendre ses responsabilités.

T. S. ■

Michel ROCARD demande à être déchargé de ses fonctions de secrétaire général

■ Michel Rocard a annoncé hier lors d'une conférence de presse, qu'il demanderait prochainement à être déchargé de ses fonctions de Secrétaire national, sans pour autant abandonner la direction du Parti. Les militants du PSU avaient été informés de ce fait lors des stages de formations et par l'intermédiaire d'une lettre aux fédérations. Dans sa déclaration à la presse, Michel Rocard a expliqué les raisons de ce choix : « Je tiens beaucoup a-t-il dit, à ce que la rotation des fonctions soit un principe de base de l'organisation de mon parti, comme d'ailleurs en avait décidé le 6^e Congrès... Je ne crois pas qu'une organisation politique puisse donner un meilleur signe de santé que celui d'une direction sans problème. »

Il est rare que les organisations du mouvement ouvrier et les hommes qui en sont responsables, sachent s'appliquer à eux-mêmes les formes d'organisation pour lesquelles ils combattent. C'est pour Michel Rocard et pour le PSU, un honneur que d'avoir ce courage.

G. F. ■

rentrée chaude ?

DECIDEMENT, il n'y a plus d'été. Plus de vacances pour le capitalisme : de Noguères à Romans, en passant par Besançon, des conflits qui n'en finissaient pas ont tenu en éveil les mêmes hommes qui, dans les entreprises en cause, au siège du CNPF, dans les cercles gouvernementaux et jusqu'à l'Elysée, ont dû se priver de plages privées et rationner leur part de soleil... Et alors que les CRS noient, chez Lip, leur ennui dans la bière, les travailleurs conservent la tête d'affiche.

conjonction

On est ainsi arrivé jusqu'en septembre, le mois de la rentrée. Entre-temps étaient tombés les indices du coût de la vie, catastrophiques, évidemment.

Alors, la rentrée chaude ?

Certains semblent le croire ; du moins le disent-ils. Et ils envisagent même de jeter toutes leurs forces dans la bataille.

D'abord Edmond Maire, en soulignant le rôle de révélateur, de catalyseur, de la lutte des travailleurs de Lip, a posé le problème de l'unité des forces populaires et relancé le débat sur le contenu du socialisme, au travers non pas seulement de la confrontation théorique entre les confédérations, mais surtout en fonction des stratégies de contrôle et de lutte issues des conflits actuels.

Georges Séguin lui a répondu par une « petite phrase » que l'ensemble de la presse a aussitôt relevée. Mais pas seulement par cette petite phrase : l'ensemble de son discours de rentrée aux militants CGT, massivement mobilisés au Palais des Sports, est une invite solennelle au redémarrage d'une action globale et massive sur le plan des luttes sociales, et en capitalisant l'acquis des luttes de l'été, dont celle des Lip fournit la trame essentielle.

Et, une fois de plus — mais pourquoi cette fois-ci apparaît-il plus crédible, sinon en fonction de la mobilisation et de l'unité popu-

laire réalisées autour de ces luttes, comme autour du Larzac ? — le secrétaire général de la CGT fait le lien entre social et politique : l'annonce de la possibilité d'un changement — légal — de régime, avant les échéances électorales normales, et l'engagement à peser pour ce changement.

Les observateurs politiques qui supputaient que le Parti communiste se situerait en retrait de cette ligne ont été déçus : Georges Marchais, sans attendre, reprenait les mêmes thèmes. Les uns et les autres faisaient référence à Mai 68 et mettaient l'accent sur le fait que le problème du pouvoir est, dès maintenant, posé. Hors échéance électorale ? Qui sait !

L'UDR, qui ne s'émeut guère des atteintes quotidiennes du régime à sa propre légalité (expulsions, brutalités policières) se drape du coup dans les plis du légalisme outragé ; l'UDR, qui n'est pas à une incongruité près, appelle la nation à la vigilance républicaine. M. Peyrefitte ferait mieux de se cantonner à ses travaux littéraires sur la Chine...

une stratégie claire

Quant à nous, nous nous félicitons de ces prises de position et de leurs convergences. Nous constatons qu'elles ont eu lieu sur la base des luttes menées, notamment chez Lip. Luttes qui se fondaient sur une stratégie claire, qui est celle du contrôle ouvrier.

Cette stratégie consiste, notamment, à imposer les revendications en actes, et à les défendre dans l'unité et la démocratie ouvrière et syndicale. C'est celle que les Lip ont su imposer, malgré des pressions considérables, parfois d'une bassesse incroyable (voir le chantage à la Sécurité sociale) exercées contre eux — en fait contre la classe ouvrière tout entière — par l'ensemble de l'appareil d'Etat et des patrons.

Au PSU, nous avons développé, notamment dans notre manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », notre adhé-

sion à cette stratégie pour aboutir à la révolution socialiste, à l'autogestion socialiste. Notre pratique politique unitaire s'est donc inscrite dans cette ligne, ligne qu'il faut bien distinguer des stratégies auparavant suivies par les organisations en cause. Les éléments fondamentaux qui ressortent de la lutte des travailleurs de Lip, il s'agira à présent, pour tous ceux qui s'y réfèrent, de les faire passer dans la pratique quotidienne et dans la stratégie développée.

Or, rien ne prouve encore — les déclarations ne suffisent pas — qu'un tel déblocage soit effectué, notamment au PCF et à la CGT.

Il est pourtant indispensable. Il est clair en effet que la droite, désemparée par la transformation internationale des rapports entre capitalistes, désormais apparemment incapable de faire coïncider sa base électorale et sa base sociale réelle, et préoccupée par les luttes de clans à échéance présidentielle, n'a pas les moyens de faire évoluer la situation.

Du côté de l'Etat, c'est l'impasse. Ce dernier assiste, impuissant ou complice, au naufrage de l'Europe, à la montée des prix ; il ne peut plus, il ne sait plus que manier la répression contre tous ceux qui le contestent.

enfin l'espoir

Cela, tout le monde le sent : le déblocage de cette société figée, aux prises avec ce maëlstrom de moins en moins silencieux, appartient à la gauche. Pas en recourant aux vieilles recettes, pas en invoquant ce Programme commun que ses signataires hésitent de plus en plus à mettre en avant.

Mais en réalisant l'unité populaire. Mais en assumant ces stratégies nouvelles qui portent, enfin, l'espoir.

Et si cela était... Bon courage, Messieurs du pouvoir.

Daniel LENEGRE.

à propos des cantonales

Le pouvoir s'efforce de faire passer les élections cantonales comme la régularisation d'une situation administrative. Mais les déclarations officielles sur l'apolitisme de rigueur dans de telles élections, contrastent singulièrement avec les efforts déployés par la majorité : redécoupage des cantons, réformes régionales, appuis financiers, etc. C'est qu'il s'agit d'inscrire « les enfants du général » dans le tissu politique français comme jadis ceux de Gambetta ou de Jules Ferry : le gaullisme sera à la 5e ce que le radicale fut à la 3e..., la bourgeoisie installe ses hommes, en s'adaptant aux circonstances.

Il est vrai qu'une telle consultation ne permet en aucun cas une pesée collective des travailleurs : globalement, c'est un terrain piégé. Localement, il en va autrement : de Caumont montre dans ce même numéro comment l'action d'un Conseiller général peut appuyer les intérêts et les luttes des travailleurs. Si cela est possible, il est bon de casser les petites mécaniques de l'UDR et les marionnettes de la majorité, à partir des combats

qui se sont déroulés dans le secteur et pour en étendre l'efficacité. C'est pourquoi si le Bureau national du PSU n'a pas engagé de campagne nationale et n'a donc pris aucun contact à ce niveau pour les élections cantonales, il a souhaité dès le mois de mai 73 que les fédérations examinent la possibilité et l'intérêt de présenter des candidats. Après un examen précis et sérieux, celles-ci ont choisi leur attitude. Quand elles ont décidé de présenter des candidats, elles ont pris les contacts nécessaires, en fonction du rapport des forces et des autres candidatures. Elles l'ont fait sur une base politique parfaitement claire, en référence avec la position tenue lors du Congrès de Toulouse et dans les réunions de DPN qui ont suivi : il faut battre la majorité, il faut développer la ligne du socialisme autogestionnaire, c'est-à-dire créer les conditions du contrôle populaire comme du contrôle ouvrier, il faut rechercher l'unité populaire, y compris le cas échéant, avec les forces du Programme commun, sans se rallier bien entendu à un tel programme dont la nature et le contenu

ne répondent pas aux exigences du combat socialiste et révolutionnaire dans notre société (tout en reconnaissant qu'à travers ce « programme », les partis traditionnels ont dû tenir compte de la force du mouvement social depuis mai 68).

le programme commun :

un accord électoral

Si le PSU s'est battu sur une base claire, il n'en a pas été de même de ses interlocuteurs ; ici, le PS signe un accord avec le PSU (avec une référence au Programme commun dans l'Isère (1), sans aucune référence dans le Loiret), là il s'y refuse (Calvados, Puy-de-Dôme, etc.). Parfois le PCF admet la discussion ; souvent il s'y refuse. Nulle part, il n'admet un accord. Il stigmatise le comportement

du PS qui entend profiter du Programme commun pour son propre compte et ne s'y réfère que quand il lui sert, son unique problème étant de placer ses candidats devant ceux du PCF.

L'attitude du PS et du PC nous confirment ainsi dans notre jugement : l'accord sur le Programme commun était bien lié à une conjoncture électorale. Depuis un an, les choses ont évolué et particulièrement la combativité et l'imagination des travailleurs : c'est sur la base de leurs luttes que les organisations politiques et syndicales doivent affronter le régime. Les travailleurs ne comprendraient pas que des organisations qui se réclament d'eux, regardent en arrière quand, de Besançon au Larzac, de la lutte avec les travailleurs immigrés au combat contre l'exploitation capitaliste des villes et des campagnes, ils vont de l'avant.

Robert CHAPUIS ■

(1) Le PSU ne peut se considérer en aucune manière lié par cette référence : les positions du PSU à l'égard du programme commun sont bien connues, et toute ambiguïté desserte notre combat.

des conseillers

pour

Le Conseil général : un secteur mal connu de la vie politique française, que l'actualité ramène au premier plan, avec la création de nouveaux cantons et les élections cantonales.

Ignorée du grand public, cette assemblée dispose pourtant de moyens appréciables pour intervenir dans de multiples domaines en relation avec notre vie quotidienne : emploi, logement, aménagement du territoire, environnement, communications, éducation, action sanitaire et sociale, loisirs...

Mais a-t-elle la possibilité d'appliquer une politique autonome dans tous ces domaines, alors que l'emprise de l'Etat sur ses décisions, son mode d'élection, ses méthodes de travail accroît sa dépendance ?

Appuyé sur l'expérience concrète d'un mandat de conseiller général du Calvados, l'ouvrage de notre camarade Robert de CAUMONT — secrétaire du collectif national des G.A.M., — vise à combler une lacune dans l'information de la plupart des citoyens, même parmi les plus éclairés : aucun livre n'avait jusqu'ici abordé cette institution de façon détaillée, sous l'angle de sa pratique politique réelle.

Nous publions en « bonnes feuilles » quelques extraits significatifs de son livre (1).

TROIS exemples montreront de quelle manière il est possible de conjuguer utilement l'action à l'intérieur et l'action à l'extérieur. Avec le recul de six années, il m'apparaît évident que la plupart des décisions importantes que j'ai pu obtenir du Conseil (et elles sont nombreuses en dépit de ma position politique « marginale »), n'auraient pas abouti si elles n'avaient pas été « impulsées », de l'extérieur par des organismes tels que syndicats, associations de quartiers, Associations Syndicales de Familles, Groupes d'Action Municipale, Groupe de jeunes militants ruraux.

Analysons pour commencer l'action menée dans le domaine des transports en commun. Sans le boycott des bus lancé par les associations de quartier d'Hérouville, l'opinion régionale n'aurait pas été sensibilisée à l'absurdité du système d'exploitation des services publics de transport. Il est douteux que l'Assemblée aurait alors, à l'unanimité moins deux voix, retenu ma proposition de dénoncer le contrat avec la compagnie des Courriers Normands.

Mais cette dénonciation a engagé elle-même un processus nouveau, marqué par une interaction constante entre pression « dans les institutions » et pression « hors des institutions ».

La création d'un groupe de travail « ad hoc » du Conseil Général, auquel ont été associés les maires de l'agglomération a permis :

- de rassembler des élus qui jusque-là ne s'étaient jamais réellement concertés sur le sujet ;
- de contraindre le préfet à prendre un arrêté créant un « périmètre urbain » (1) de l'agglomération caennaise (ce n'était jamais que l'application d'une loi de 1949...) ;
- de mettre en place un nouveau contrat avec les Courriers Normands, offrant un peu plus de garanties pour les usagers ;
- de créer un « syndicat mixte pour

(1) Ed Téma, en vente à la librairie de « TS », 22 F.

(2) Périmètre urbain : espace géographique à l'intérieur duquel un réseau cohérent doit être établi.

férents. Voici deux ans, dans une conversation avec le sénateur-maire de Caen, j'avais confirmation de ce que la doctrine officielle de sa municipalité en matière de transports était : « Nous avons fait en 1968 une concession pour 20 ans à la compagnie pour qu'elle exploite le réseau à ses risques et périls. Ainsi, nous nous sommes débarrassés du problème pour le plus longtemps possible ». Moins de deux ans après, en écrivant à 50.000 familles que « la municipalité avait souhaité que tous les caennais participent à ces études en apportant leurs idées et suggestions » un de ses adjoints reprend à son compte — timidement certes — quelques-unes des propositions de l'association des usagers et déclare que l'organisation et l'amélioration du réseau de transports en commun est « l'une des préoccupations majeures » du sénateur maire...

La relation de cause à effet est encore plus nette pour le problème de l'aménagement des accès d'usines.

Sans l'intervention vigoureuse et systématique de la CFDT, le problème serait peut-être encore au point mort. Le poids des investissements nécessaires pour rendre plus fluides et plus sûres les relations domicile-travail (12.000.000, selon une première estimation) est à la mesure des trois principaux lieux d'emplois concernés (représentant chacun de 5 à 10.000 travailleurs). Mais il dépasse infiniment la capacité de financement des communes périphériques du lieu de leur implantation. Et n'est-il pas légitime que la charge en soit partagée par la commune centre (75 % de la population totale de l'agglomération) ? Et par la Chambre de Commerce, qui représente les entreprises industrielles ? Quant au département, concerné par plusieurs routes qui appartiennent à son réseau, ne doit-il pas aussi inclure les réalisations nécessaires dans ses priorités ?

C'est sur ce thème que le syndicat fait campagne, démontrant par des tracts solidement documentés (et pour cause...) ce qui est souhaitable et pos-

sible, situant les responsabilités, dénonçant les lenteurs, durcissant au besoin l'action lorsqu'un accident vient démontrer les risques courus par les travailleurs.

miracle

Alors, comme par miracle, grâce à l'intervention de quelques élus municipaux et cantonaux, les blocages se desserrent, la procédure s'accélère (il avait fallu un an aux administrations centrales — la décentralisation est en marche... — pour approuver le syndicat mixte « transports » ; il n'a plus fallu que trois mois pour approuver le syndicat mixte « circulation »). Moins d'un an après les premières actions syndicales, le syndicat mixte devient « opérationnel ». Il porte à sa présidence le maire de la principale commune ouvrière concernée, et je suis chargé du secrétariat en tant que représentant du Conseil général. Le principe de soumettre son travail au contrôle des centrales syndicales est admis. Pour ne pas perdre de temps, le Conseil général préfinance les premières opérations prévues dès cette année. L'administration de l'équipement « joue le jeu » avec conviction. La ville de Caen et la Chambre de Commerce, vice-présidentes du syndicat, accompagnent le mouvement.

Les syndicats réclament alors une politique d'ensemble en faveur des deux roues. Celle-ci est aussitôt mise à l'étude. Dans chaque entreprise, les projets du syndicat mixte, sont soumis à la discussion des travailleurs, qui, en tant qu'usagers, connaissent mieux leurs besoins que quiconque. Que s'est-il passé ? S'appuyant sur des informations justes, leurs organisations ont pu créer un rapport de forces. Quelques élus ont pu le transformer en décisions administratives et financières. Ce qui était inconcevable il y a trois ans coule de source maintenant.

Le troisième exemple est peut-être encore plus parlant. Il est plaisant de

l'étude des problèmes que posent les transports en commun dans l'agglomération caennaise », rassemblant le département et seize communes ;

— d'obtenir beaucoup plus d'informations sur la situation juridique, financière, technique du service public (un exemple : jusque-là, le contrat entre la ville de Caen et la Compagnie des Transports de Caen était tenu secret. Il a fallu ce nouveau rapport de forces pour en connaître la teneur !).

Dès lors, les conditions étaient remplies pour une nouvelle impulsion extérieure à la constitution d'une « association des usagers des transports en commun de l'agglomération caennaise » rassemblant des syndicats, des associations familiales et de quartier, des GAM, des partis politiques...

Dès sa naissance, cette association se dote d'un « manifeste » qui définit quelques principes essentiels pour la transformation du réseau actuel en un véritable service public (itinéraires, fréquences, tarifs...) et commence par demander une véritable étude des besoins pour une enquête auprès de l'ensemble de la population, financée par le syndicat mixte (en s'inspirant de l'expérience limitée à Hérouville faite par les associations d'habitants en 1968).

de cause à effet

Après quelques hésitations, le syndicat mixte s'engage dans cette voie, et me demande d'étudier ce questionnaire, qui est diffusé à 65 000 exemplaires en juin 1973 dans chaque foyer de l'agglomération. La diffusion est assurée par les services municipaux, les élus sachant parfaitement que l'association des usagers pouvait s'en charger en cas de défaillance de leur part dans telle ou telle commune. Les résultats de cette consultation, et le chemin fait dans les esprits (grâce au « relai » de la presse) par les idées de l'association vont donc permettre d'ouvrir le débat sur les choix politiques essentiels relatifs aux transports en commun dans des termes fort dif-



généraux quoi faire

noter qu'il implique au premier chef, un conseiller général élu par des grands ensembles urbains et concerne un problème rural localisé dans le Bocage virois : cela illustre, après tout, la vocation « départementale » et non pas « cantonale » des conseillers généraux : ceux-ci représentent l'ensemble du département, même si leur pratique est souvent plus rétrécie... On nous pardonnera d'évoquer avec discréction certains aspects de cette affaire. Notre propos n'est pas de mettre en cause des hommes, mais les institutions dans lesquelles ils évoluent. La bonne foi et la conviction sont des banalités fort répandues d'un bout à l'autre de l'éventail politique.

Le Conseil général doit se défaire d'une très bonne ferme dont il lui a été fait donation. Le produit de la vente doit servir à financer des réalisations sociales. Il prend donc la décision de vendre et charge la commission départementale de l'exécuter.

la terre, outil de travail

Dans une telle situation se pose un problème politique et économique fondamental : celui du régime du sol en milieu rural. Pour les jeunes ruraux, désireux d'exercer le métier d'agriculteur, parce qu'ils l'aiment et y ont été formés, la terre est avant tout un outil de travail. Puisqu'ils sont « chefs d'exploitation » (sans être toujours conscients de l'illusion de liberté que recouvre cette formule, dans un système où l'agriculteur est de plus en plus dépendant de ceux qui fournissent leur matériel ou écoulement son produit), puisqu'ils sont, donc, « chefs d'exploitation », ils ont surtout droit au risque de ne pas amortir une terre dont le prix d'achat serait surévalué par rapport à sa valeur d'outil de production.

Il n'est donc pas normal que la spéculation foncière de ceux qui veulent acquérir et conserver la terre comme valeur-refuge, résidences secondaires de grand standing, ou pour des activités parasitaires, soit encouragée. Et la vente aux enchères est une des techniques qui l'encouragent. Par ailleurs, la législation sur les SAFER (Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural) a été promulguée pour favoriser le maintien à la terre de jeunes agriculteurs, et l'administration des domaines a pour fonction — entre autres — d'évaluer les biens vendus ou achetés, par des collectivités locales ou par l'Etat. Il est donc normal qu'un département prenne l'esprit et la lettre de ces lois en considération.

Je suis alerté de la situation par un militant syndicaliste ouvrier, lui-même en relation avec un groupe de paysans-travailleurs du Bocage. Ceux-ci placent le débat sur le plan des principes (ils ne sont pas personnellement concernés) et sont prêts à mener une action dure sur le sujet. Le rapport du préfet à la commission dépar-

tementale conclut à la vente aux enchères. Cette orientation a toutes les chances d'être suivie, dès le lundi suivant, ne serait-ce que de par la composition socio-politique de la commission : 1 UDR, 4 « modérés », 1 PS, 1 GAM-PSU, 3 notaires, 1 expert agricole, 1 médecin, 2 fonctionnaires.

Mais l'action des jeunes agriculteurs s'intensifie. Ils appellent en renfort leurs camarades des départements voisins pour préparer une manifestation s'opposant physiquement à la vente. Ils font pression sur leurs représentants « officiels » (fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, centre départemental des jeunes agriculteurs, Chambre d'agriculture). Ceux-ci, convaincus ou débordés, interviennent auprès du préfet.

Dans ce contexte, la séance s'engage. J'exprime ma position de principe : la terre est un outil de travail, une collectivité locale ne doit pas la livrer à la spéculation. Donc : vente directe à la SAFER, au prix fixé par l'administration des domaines. Vive réaction de la majorité : il faut tirer de ce bien le maximum possible (il est destiné à une œuvre sociale). Or, on connaît des clients disposés à payer sensiblement plus cher que l'évaluation des domaines. Alors : vente aux enchères.

Affaire mal partie... nous demandons alors au préfet son avis. Contre toute attente (et contre les conclusions de son propre rapport...) il penche plutôt pour ma proposition. Les notables du monde rural sont intervenus auprès de lui. Selon ses renseignements (généraux...), on risque un affrontement sérieux. Il faudrait peut-être engager les « forces de l'ordre ». Cela en vaut-il « la peine » ? Au demeurant certains clients « enchérisseurs » éventuels ne méritent guère de considération. Un parle de la création d'un haras par un banquier, voire... d'un truand désireux de mettre discrètement de l'argent de côté !

Comme toujours, le préfet est écouté et entendu avec respect. Ma proposition passe... par 6 voix contre 1. L'opposant courageux demande que l'on note sa position.

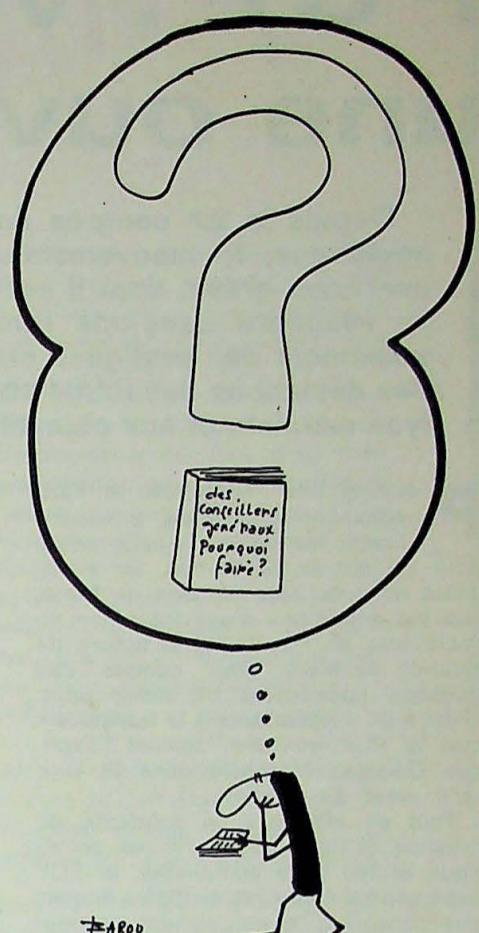
table d'écoute ?

Quelques jours après, l'affaire rebondit. Sous prétexte de « revoir » la rédaction du procès-verbal, la décision est remise en cause au cours d'une réunion officieuse, après que tous les membres de la commission (sauf un...) aient été convaincus individuellement d'approuver un texte différent. Détail intéressant : le socialiste signe aussi. Il ne faut pas trop bousculer le pot de fleurs, même si ce ne sont pas des roses... les collègues pourraient nous en tenir rigueur en d'autres circonstances...

Concrètement, on se propose de transformer la « décision » de vendre à la SAFER en simple « hypothèse ».

Bien entendu, je dénonce par écrit, preuves à l'appui, la modification irrégulière du procès-verbal. Et nous attendons la séance suivante. Elle débute par des explications assez vives de part et d'autre. Elle se conclut sur une nouvelle décision formelle, dans le sens de la première, par 4 voix contre 3 (les trois notaires votent contre). Comme le dit l'un d'entre eux en guise de conclusion : « Nous cépons à la pression de la rue... ». Ce qui, mis à part le côté « urbain » de cette référence, s'appliquant au Bocage normand, est rigoureusement exact. Les jeunes paysans-travailleurs ont remporté là, sans coup férir, une victoire substantielle, qui fera sans doute jurisprudence. L'auraient-ils pu sans les informations et le point d'appui que leur procurait la présence d'un militant proche d'eux à la commission départementale ? Ce n'est pas certain.

Une hypothèse — difficile à démontrer — pourrait ajouter du sel à l'anecdote. Compte tenu des dates, le revirement de l'autorité préfectorale ne peut s'expliquer que par l'afflux de



renseignements rapides et précis. Il y a une forte présomption que les principaux protagonistes de cette affaire soient sur table d'écoute : si cela est, on voit les effets inattendus que pourraient avoir les atteintes au secret des communications ! Sujet de méditation, fructueux, aussi bien pour les « écoutés » que pour les « écoutés » !

Robert de CAUMONT ■
Conseiller général du Calvados

The image shows the front cover of a book titled 'Sexuelle Technik'. The cover is dark with white text. At the top, there is a small illustration of a couple in an intimate pose. Below the illustration, the author's name 'Sha Kokken' is written. The main title 'Sexuelle Technik' is in large, bold letters. Below the title, it says 'par le texte et l'image'. The book is described as coming from Japan and being written by one of the country's leading doctors. It aims to help couples achieve a happy union through sexual knowledge and hygiene. The book is described as a serious, clear, and understandable documentation on methods to employ and indispensable hygiene. Numerous illustrations guide the reader clearly. The book is said to be without shock, always precise, and never vulgar. It is noted for its remarkable combination of delicate sentiment and deep knowledge of the heart and body. The book is not erotic but rather a work where the author knows the importance of love in life. It discusses conjugal relations, which are no longer exclusively acts of procreation but constant and attractive dialogues between spouses. New sexual conceptions in marriage require knowledge and practice of hygiene. The book is translated into many languages and has sold over 2,500,000 copies. It is sent free of charge by Editions Guy de Monceau, 34, rue de Chazelles, Paris 17th arr., C.C.P. Paris 67-47-57. Price: 55 F in check or C.C.P. No return is accepted. Please send me 'Sexuelle Technik' (T.S.). Address: _____ Mode of payment: _____

PCF : vers une ouverture ?

Depuis le 20^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, le mouvement communiste mondial traverse une crise grave, dont il est vain de penser qu'elle pourra se résoudre sans une remise en cause profonde, non seulement des pratiques stalinien, mais de l'ensemble des déviations des Partis communistes par rapport à l'analyse marxiste et aux objectifs du socialisme.

Pendant très longtemps le Parti communiste français a espéré limiter les effets de cette crise, pour ce qui le concernait, en soulignant avec de plus en plus de force, que les conditions d'une transition au socialisme en France, et la nature de celui-ci, devaient tenir compte des données spécifiques de notre pays. C'est à un « socialisme à la française » que le PCF travaille, comme l'explique Georges Marchais dans le livre qu'il vient de publier (1).

Tout en affirmant sa solidarité de principe et de fait avec l'Union soviétique et les pays socialistes, le PCF avait espéré éviter les multiples écueils que rencontre le mouvement communiste mondial, sans avoir à se prononcer sur leur nature, leurs causes et leurs effets, en transposant les principes de la « coexistence pacifique » - qui, quoi qu'on en pense, n'ont été conçus que pour régir les relations entre Etats aux relations entre partis communistes.

Dans la logique de cette transposition, de la coexistence pacifique, au sein du mouvement communiste lui-même, le PCF a, ces dernières années, abondamment théorisé sur deux points :

• il n'y a pas de théorie du modèle. En d'autres termes, il n'y a pas d'exemple de société socialiste dans le monde, qui pourrait inspirer mécaniquement les communistes français, dans leur recherche d'un socialisme applicable en France. Cette affirmation largement partagée, permettait de mettre en avant les « conditions spécifiques » dans lesquelles s'étaient instaurées les diverses sociétés socialistes, pour expliquer sinon justifier, « les erreurs, voire les crimes » - pour employer le jargon consacré - de la période stalinienne.

C'est ainsi, que nous attendons vainement du Parti communiste français, une explication autre que « spécifique » des conditions dans lesquelles a pu s'instaurer en Union soviétique le culte de la personnalité.

• une règle d'or : la non-immixion des autres partis communistes, dans les affaires intérieures d'un parti communiste.

Toujours au nom des conditions spécifiques, chaque parti étant maître de sa politique, le seul rôle du PCF est d'enregistrer les changements, et d'assurer de sa solidarité la nouvelle direction et sa nouvelle politique. L'attitude du PCF, à l'égard du parti tchèque est de ce point de vue exemplaire : du temps de Novotny, le soutien du PCF lui était acquis. Vinrent Dubcek et le Printemps de Prague.

à la mode Brejnev

Dans un premier temps, le nouveau cours suivi en Tchécoslovaquie est approuvé. L'intervention militaire soviétique est condamnée. Mais une nouvelle direction est mise en place par l'occupant. Oublant ses déclarations, ignorant les conditions connues du monde entier dans lesquelles le nouvel appareil prend le pouvoir, le PCF établit des relations avec l'équipe Husak, comme si rien de tout cela n'avait existé. « Conditions spécifiques et internationalisme prolétarien » se conjugueraient à la mode de Brejnev.

Disons-le : pendant assez longtemps cette politique a marqué des points incontestables. Tout heureux de constater, que le PCF n'exaltait plus constamment les réalisations de la patrie du socialisme, admettait - sans jamais les caractériser en termes marxistes - les erreurs commises ici et

là, nombre d'hommes de gauche, se sont mis à rêver d'un parti communiste tel qu'ils le désiraient. Waldeck-Rochet puis Georges Marchais, ont parfaitement compris l'existence de ce courant, et ont tout fait pour le renforcer et le conforter. Une seule précaution, de temps en temps, en contrepoint : Ne nous demandez pas à nous communistes d'être autre chose que ce que nous sommes ».

C'est en s'appuyant sur ce courant, en même temps que sur l'immeasse aspiration des travailleurs à un renversement du régime pompidolien, que la direction du PCF a navigué pour aboutir au programme commun avec les résultats que l'on sait.

Pour autant, cette stratégie purement institutionnelle, pour ne pas dire électoralement, avait amené le PCF, à ignorer délibérément un certain nombre de problèmes, qui se posent avec de plus en plus d'acuité en France, et sur le plan international.

Le vide théorique des publications communistes, commençait à inquiéter les meilleurs de leurs amis, s'il rassurait ceux pour qui toute recherche en la matière est affaire « d'intellectuels ». Entendons d'intellectuels de gauche inutilement torturés.

La pratique des militants communistes et de ceux qui les suivent au niveau des luttes sociales, les rendait peu aptes à comprendre la nature des problèmes nouveaux posés par l'évolution du capitalisme dans un pays développé, encore moins à saisir la signification de leur irruption sur le devant de la scène sociale et politique. Il y a eu de la stupeur au PCF, et pas qu'au PCF, devant les manifestations lycéennes, celles des immigrés, celles en faveur de la contraception, les formes de lutte inaugurees chez Lip, etc...

Pire, tout le monde était amené à constater, que sur l'essentiel de ces problèmes qui secouaient la société française, le programme commun, était singulièrement timide, pour ne pas dire inexistant.

Sur le plan international - qui, par tradition de la classe politique française, éveille moins d'intérêts -, les craquements ou les difficultés sont moins apparents, mais on cherche en vain une ligne rigoureuse, sur les firmes multinationales, l'Europe, les négociations du Nixon-Round, les nouvelles formes d'exploitation des pays sous-développés, etc...

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la polémique entre la direction du PCF et Pierre Daix, à propos du livre que celui-ci a consacré à Soljenitsyne. (2)

Limitant singulièrement la portée du débat, d'aucuns ont cru y voir une nouvelle illustration des difficultés entre le PCF et ses intellectuels.

amorce de révision

En vérité ce qui est en cause, ce sont les conditions dans lesquelles tout citoyen soviétique peut s'épanouir librement au sein de la société socialiste, et pas le seul et immense écrivain qu'est Soljenitsyne. De ce point de vue, l'insistance dans ses questions mise par Pierre Daix ne permet pas ou ne permet plus à la direction du PCF d'échapper au problème. Il y a, d'une part, les faits connus de l'opinion mondiale. Il y a, d'autre part, l'interprétation que l'on peut en donner : au stade de développement actuel de l'URSS, peut-on encore recourir à l'explication des « conditions spécifiques » de ce pays, qui ont tant servi pour ne pas expliquer la déviation stalinienne

Il reste qu'un débat est désormais ouvert, précisément sur la nature de cette déviation au sein même du Parti Communiste, et dans toute la gauche et l'extrême-gauche.

Dans un livre retentissant, sur lequel nous reviendrons, Louis Althusser (3), souligne combien l'explication du phénomène stalinien, par le culte de la personnalité, est dérisoire et à marxiste.

Dans un autre livre consacré à l'Histoire de l'URSS, J. Ellenstein (4), non sans éprouver de nombreuses difficultés nées des contradictions entre la pensée officielle et la rigueur de l'historien, n'en renouvelle pas moins l'éclairage qui avait été jusqu'ici donné par le PCF sur nombre d'événements.

Cette amorce de révision, doit être ressentie comme encourageante, et être source de dialogue entre militants qui se réclament du socialisme. A la condition d'éviter les périphrases et les précautions inutiles. La nature même du débat ouvert nous concerne tous. Nous ferons tout pour qu'il s'élargisse.

Christian GUERCHE ■

(1) Le défi démocratique (Grasset). Nous reviendrons sur ce livre dans un prochain numéro de TS.

(2) Ce que je sais de Soljenitsyne. Editions du Seuil.

(3) Louis Althusser - Lettre à John Lewis - Maspero.

(4) J. Ellenstein - Histoire de l'URSS - Editions Sociales. 2 volumes parus.

SOUS le soleil des Guions

Un grand meeting d'union de la gauche contre la transformation des Guions (hameau des Alpes où se déroulait le stage) en « Eros Center » permit à chacun d'exercer ses talents oratoires et humoristiques, tout en mettant en lumière les stratégies des diverses organisations : ici, la CFDT défendait les futures employées qui sauront « briser les cadences », mais ne toucheront pas à « leur outil de travail » ; là, le PCF parlait des « mères de famille méritantes » ; ailleurs, « Lutte Ouvrière » affirmait que, dans son journal, « pas de photos de nus, mais celles des bleus de chauffe des travailleurs » ; le PSU n'était pas le moins caricaturé. L'esprit inventif et le jeu avaient libre cours.

Un autre soir, un groupe inventa une pièce pour présenter la lutte des Lip et permettre un débat (manière intéressante de commencer un meeting). La situation la plus cocasse fut le soir où l'on vit arriver le journaliste du « Figaro » qu'un militant avait caricaturé avec talent dans le journal d'information de la veille.

Une journée de détente vit les participants se transformer en alpinistes pour foulé le glacier blanc ou les rives du lac du Lauzet, pique-niquer ensemble, se détendre agréablement dans un cadre magnifique. Le couscous du dernier soir fut assez gai.

Pas de spécialisation, tout le monde participait aux tâches pratiques. Huit groupes, avec rotation des tâches (vaisselle, réfectoire, pluie, nettoyage, service d'ordre, information, secrétariat, ronéo), assuraient la vie quotidienne. Un grand coup de chapeau à la bande de Pothin qui géra le village et permit que tout se passe bien.

Beaucoup de création, beaucoup de détente, et le tout dans une atmosphère studieuse. C'était possible parce que l'atmosphère politique était détendue : des discussions au fond, mais sans polémique. Le parti a bien surmonté sa crise.

UN TRAVAIL DE FOND

Le programme essayait d'armer les militants pour les luttes. Il s'articulait autour de trois axes : école marxiste pour donner les instruments d'analyse nécessaires à l'action ; les grands thèmes du manifeste du PSU ; les tâches pratiques.

L'école marxiste (cinq séances d'une heure et demie) dont la formule est à mettre mieux au point (elle était trop abstraite) permit de mettre en évidence les niveaux d'analyse, les concepts nécessaires

res, etc. La formule du cours n'est pas la plus heureuse. Toute suggestion sera bienvenue.

Quatre journées développaient les thèmes du manifeste : analyse de la société française, les forces sociales de la révolution, les stratégies du mouvement ouvrier, les réponses politiques du PSU. Peu d'exposés, essentiellement un travail de groupes sur dossier réunissant quelques textes importants. Malheureusement, certains dossiers ont eu tendance à s'égarer entre Paris et les Guions. Le PSU restera toujours le PSU !

Des travaux pratiques permettent de préciser l'analyse et obligent à faire la liaison avec la propagande. On vit par exemple un groupe organiser un débat télévisé entre le PSU et l'UDR sur « la famille en question » ; un autre, une réunion contradictoire PS-PSU, au moment des cantonales ; un autre, proposer un éditorial pour la rentrée, etc. Un autre jour, les groupes élaboreront des fiches sur les diverses organisations du mouvement ouvrier. Les assemblées générales étaient l'occasion de critiques souvent sévères, mais toujours utiles.

Deux journées permirent de réfléchir sur la pratique : un jour c'est l'intervention militante qui fut au centre des débats avec une réflexion poussée sur « travail prolongé et action ponctuelle » et l'élaboration de fiches sur le tract, le journal, le porte-à-porte, etc. Un autre jour, le stage réfléchit sur l'animation d'une section.

UN BILAN RAPIDE

Quelques leçons peuvent être tirées tant sur le stage lui-même que sur la situation du Parti.

Les participants ont fait plusieurs remarques. Ils trouvent le programme trop chargé. C'est un problème difficile qui se pose dans tout stage. Ou bien, on essaie de faire saisir les positions du Parti dans leur globalité au risque d'être superficiel ; ou bien on creuse tel ou tel thème. La formule choisie était un peu entre les deux, sacrifiant des éléments stratégiques essentiels (par exemple, la société à construire), mais restant trop vastes. Il faudra choisir l'année prochaine. Le niveau de formation pose là encore un problème éternel, car les militants n'ont pas tous un niveau sensiblement égal ; on ne peut le résoudre que par la mise en place d'un réseau intermédiaire de formation, tâche à laquelle s'est attelé le service « formation ». Les méthodes de travail, si elles semblaient bonnes (pédagogie active), suscitent un programme moins lourd ; enfin, l'animation politique du stage fut insuffisante, car reposant sur simplement trois camarades du BN. A cet égard, on ne peut que déplorer qu'aucun camarade de la DPN n'ait été là.

En ce qui concerne le parti, les stages ont mis en évidence plusieurs faits. Quatre-vingts participants aux Guions, 50 à Toulouse, près de la moitié d'entre eux adhérents de 1972 à 1973. Voilà un

signe positif qui montre l'intérêt suscité par le PSU et la nécessité de la formation. Cette formation devient possible parce qu'il y a un certain accord sur les thèmes du débat, une pratique commune. On est loin des courants organisation autonomes.

Un dernier aspect doit être souligné : ce qui préoccupe aujourd'hui, c'est l'intervention — comment on fait passer notre message politique ; ce n'est plus le débat abstrait souvent en rapport avec nos luttes.

DES PERSPECTIVES

La rentrée du parti avec Lip et ses stages est bien lancée. Le bilan de ces derniers trace quatre pistes de travail pour le service formation.

La mise sur pied d'une équipe de formation un peu partout s'impose plus que jamais. Le travail entrepris (quatre stages régionaux avant les vacances) va être poursuivi par six stages d'ici février. Ces stages d'un week-end (deux par régions) doivent permettre de jeter les bases d'un réseau capable d'animer et d'organiser la formation dans les fédérations.

La création d'une école permanente de formation est envisagée à partir de janvier. Chaque stage formerait un tout. Leur mise en place demandera un travail important pour lequel toutes les bonnes volontés sont attendues.

Pascal DORIVAL ■

BESANÇON CERIZAY DOLE St-DIÉ DOLE BESANÇON

IL semble donc que la voie des négociations sérieuses soit enfin ouverte à Arc-et-Senans. Pour la première fois, samedi dernier, la discussion avec M. Giraud s'est engagée et poursuivie dans un cadre acceptable pour les travailleurs de Lip, puisque tenant compte de leur revendication prioritaire : pas de démantèlement.

Charles Piaget, dans son discours à la manifestation de vendredi, à Paris, a expliqué clairement ce que signifiait pour les Lip cette revendication : un seul employeur et un seul comité d'entreprise pour le personnel des divers secteurs d'activité — permettant de conserver l'unité humaine et géographique de l'entreprise. Il a expliqué également comment l'autre revendication fondamentale : pas de licenciement, découlait en fait de la satisfaction de ce premier point. Les Lip ne sont pas fous, ils savent bien qu'une fois l'entreprise morcelée et son personnel dispersé, il serait trop facile au patronat de liquider chaque secteur l'un après l'autre.

Il y a donc eu déblocage à Arc-et-Senans, samedi dernier. On notera au passage que ce déblocage est dû à une

proposition syndicale — et qu'une fois encore ce sont les travailleurs, et non les patrons, qui ont fait preuve d'imagination...

Contrairement à ce que fait sembler de croire M. Lancien, secrétaire général des CDR, l'amorce de cette possibilité d'un règlement négocié ne peut que réjouir le PSU. Les attaques de M. Lancien contre Charles Piaget (« le moment me paraît venu pour vous de choisir (...) entre le seul souci de sauver entreprise et personnel et la volonté d'utiliser le conflit Lip dans une tentative de remise en cause globale de la société, entre vos responsabilités de délégué du personnel et votre militantisme au sein du PSU ») n'auraient même pas mérité de réponse si elles ne s'étaient exprimées que dans le seul cadre confidentiel de la feuille gaulliste « la Nation ». Il se trouve que la grande presse leur a donné de l'écho... On trouvera donc ici la réponse à M. Lancien, non du seul Charles Piaget, mais de la section PSU de Lip : au risque de peiner très fort M. Lancien, nous sommes bien obligés de lui signaler que notre camarade Piaget n'est pas le seul militant PSU de l'entreprise, qui en compte bien d'autres, dont aucun ne semble juger incompatibles ses activités de militant politique et l'exercice de ses responsabilités syndicales. C'est le cas, notamment — pour ne citer qu'un nom — de Roland Vittot, qui est le candidat de notre parti pour les prochaines élections cantonales à Besançon.

Une possibilité de négociation est donc apparue. Elle devra se confirmer mardi et les jours qui suivront : rien n'est encore gagné. En tout état de cause, et quel que soit le progrès enregistré dans les jours qui viennent, la mobilisation doit rester entière, à Besançon et dans tout le pays : c'est la détermination des Lip et la solidarité agissante de tous les travailleurs qui ont forcé le pouvoir à négocier. C'est cette détermination et cette solidarité qui doivent permettre à cette négociation d'aboutir et aux Lip de sortir victorieux de ce conflit. Nous indiquons ici quelques moyens mis à la disposition des militants pour la popularisation du conflit. Il est possible aussi — on en parle à Besançon — que soit organisée une marche nationale sur la ville : cette marche ne peut et ne doit se faire qu'à l'appel et sous le seul contrôle des travailleurs de Lip. Elle aura, dans ce cas, notre soutien.

Enfin, force est de constater — et cela ne doit pas plaire à tout le monde — que le conflit Lip déteint : la bonneterie à Saint-Dié, les couturières de Cerizay, entre autres... Les Lip se sont toujours défendus d'avoir voulu mener « une grève exemplaire ». Mais d'avoir eu de l'imagination et de l'audace a donné à d'autres le goût d'en avoir aussi.

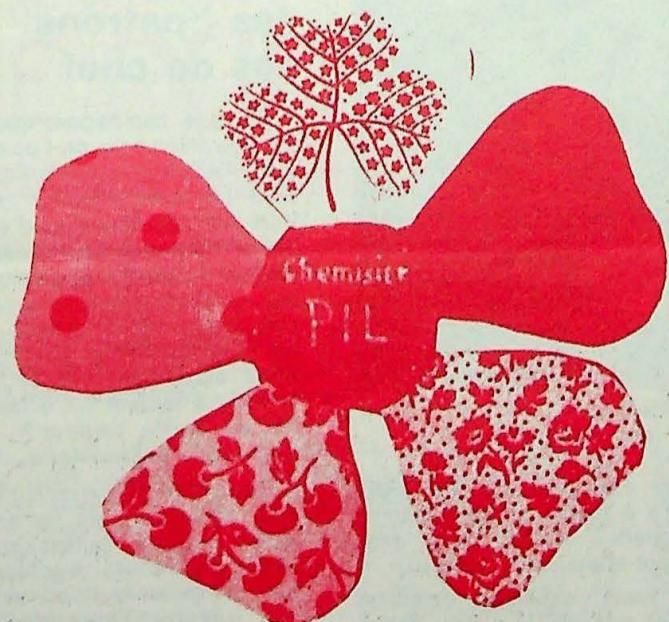
Non point sotto imitation d'un « truc » qui aurait bien marché. Mais recherche, dans le même esprit, de nouveaux moyens de lutter et de gagner.

Dans tout ce mouvement qui se dessine, c'est une volonté de dignité, de responsabilité qui se manifeste. C'est le besoin impérieux qui s'exprime de reprendre en main ses propres affaires, son travail, sa vie. C'est l'idée de contrôle ouvrier qui progresse.

Tout cela n'est pas pour nous étonner...

B. L. ■

les « piquantes »



demoiselles de Cerizay

LIP, une grande lutte nationale... l'exemple de LIP chemine. Dans chaque entreprise où se posent des problèmes de gestion, de personnel, de licenciements, ça fait « lip ». Les ouvriers décident de prendre en main le contrôle des affaires. La bonneterie Duceux à Saint-Dié, Cémoi à Grenoble, Magyar à Dole, Logemag à Paris, Cousseau à Cerizay. Même la Belgique est prise par le « mal du socialisme autogestionnaire » (une fabrique de tables à repasser à Liège), ceci avec plus ou moins de succès. On souriait lorsque le PSU en avait lancé l'idée dans son manifeste du Congrès de Toulouse... Aujourd'hui, on entrevoit ce que pourrait être la légalité de demain.

CERIZAY, 4.000 habitants, petite ville paisible aux confins des Deux-Sèvres et de la Vendée, située dans un pays à vocation essentiellement agricole. Pour comprendre ce pays, un court rappel historique est nécessaire. Cerizay était au centre de l'insurrection vendéenne en 1793. Les habitants en ont longtemps gardé une certaine fierté, ainsi qu'un mépris non déguisé pour le gouvernement de la République qui avait traité avec la guérilla, mais n'avait jamais réussi à la vaincre.

Le Bocage des Deux-Sèvres qui appartient au Diocèse de Poitiers, est profondément catholique et pendant longtemps a fourni au clergé les trois-quarts de ses prêtres. On conçoit qu'il y avait là tout ce qu'il fallait pour que la gauche traditionnelle considère ce pays comme un enfer. Mais depuis dix

ou quinze ans, il s'est passé dans ce pays des choses extraordinaires.

— Au point de vue économique : l'accroissement de la population a obligé les jeunes agriculteurs à s'expatrier dans la région parisienne (facteurs, fonctionnaires). Pour remédier à cet exode, de petites industries (textiles, chaussures) n'exigeant pas du personnel une grande qualification, furent implantées dans chaque commune. CERIZAY compte plusieurs usines : Heuliez (carrosserie), BRM (matériel de bureau), usines modernes à direction à l'américaine employant 1.500 personnes ; Cousseau (chemisserie), 250 ouvrières, patron conservateur dont le chef du personnel est un commandant de l'armée en retraite.

— Au point de vue idéologique : l'implantation dans ces usines de la

front des luttes

LIP : pour les aider

Maintenir la pression, élargir encore le soutien aux Lip engagés dans des négociations difficiles : tel est le mot d'ordre pour tous les militants du combat anti-capitaliste. Débrayages, manifestations, meeting de soutien doivent se poursuivre dans toute la France. La manifestation syndicale à Paris, vendredi dernier, a prouvé une chose : les Lip restent unis, déterminés, nombreux dans leur combat. Ils étaient « montés » à 600 de Besançon ! 600, après cinq mois de lutte : on ne peut guère parler de pourrissement !

Un certain nombre de renseignements pratiques pour aider les Lip à populariser leur combat.

D'abord, leur journal, « LIP-UNITE », bulletin régulier d'information fait à Lip-Jean Zay par la



Le soutien parisien. Un seul employeur, un seul comité d'entreprise.

• réponse à Lancien des CDR

Il y a quelques semaines, l'amiral de Joybert prétendait empêcher un prêtre de prendre position sur les problèmes de défense, sous prétexte qu'il n'était pas un expert de cette question. En 1939, déjà, les militaires estimaient qu'ils avaient seuls la compétence nécessaire pour parler de défense nationale : les événements nous ont montré par la suite tout l'intérêt de cette théorie.

Tout récemment, la presse nous a appris que le gouvernement ne se sentait pas concerné par la succession à LIP. La droite poursuit son offensive pour essayer de faire admettre que toutes ces questions sont techniques et non politiques.

Aujourd'hui, c'est le porte-parole des CDR, M. Lancien, qui prétend empêcher un militant syndical d'avoir un engagement politique, en sommant notre camarade Charles Piaget de choisir entre ses activités syndicales et ses options politiques.

Il ne semble pas que le même M. Lancien ait jamais mis MM. Dassault, Taittinger et quelques autres en demeure de choisir entre la gestion de leurs affaires et leur appartenance à l'UDR. Pour notre part, il ne nous viendrait pas à l'idée de reprocher aux grands patrons leur adhésion à l'UDR : il n'y a là qu'un lien logique. De même, il n'est pas seulement légitime mais nécessaire qu'un militant syndical comme Charles Piaget appartienne à un mouvement politique socialiste, en l'occurrence le PSU.

Ce que nous contestons formellement, c'est l'idée qu'il y aurait d'un côté des affaires économiques, fiscales, sociales, financières, culturelles et de l'autre, des questions politiques.

Le conflit LIP, justement, démontre le contraire : au moment où les tra-

mission popularisation, avec l'aide technique des Cahiers de Mai (à saluer pour la façon dont ils se sont réellement mis au service et sous le contrôle des Lip). Remarquablement bien fait, Lip-Unité est un outil de premier ordre. Il a en plus l'avantage de pouvoir être reproduit par stencil-électronique. Ecrire à : LIP - Commission Popularisation - 25000 Besançon - Palente. Joindre des timbres à 0,50 F.

Ensuite, une innovation, le « journal parlé » sur mini-cassette, cinq numéros déjà sortis, 20 F la cassette. Commande à Lip - Jean Zay, Popularisation Cassette, 25000 Besançon.

On peut aussi commander le film tourné sur le conflit. Ecrire à la même adresse à la commission Cinéma.

Cerizay (suite)

CFDT ; — le rôle fondamental dans ce pays clérical du jeune clergé et des mouvements ruraux de la jeunesse catholique résolument attirés par le socialisme.

Ce sont ces transformations de la vie locale qui sont à l'origine de la prise de conscience du personnel chez COUSSEAU, où depuis trois semaines, 95 ouvrières sont en grève active pour protester contre le licenciement de Thérèse, leur déléguée syndicale. Celle-ci nous explique l'origine du conflit dans l'entreprise :

« Il n'y avait jamais eu vraiment de luttes ouvrières importantes dans le département, sauf depuis deux ans où une section C.F.D.T. s'était formée chez Cousseau ».

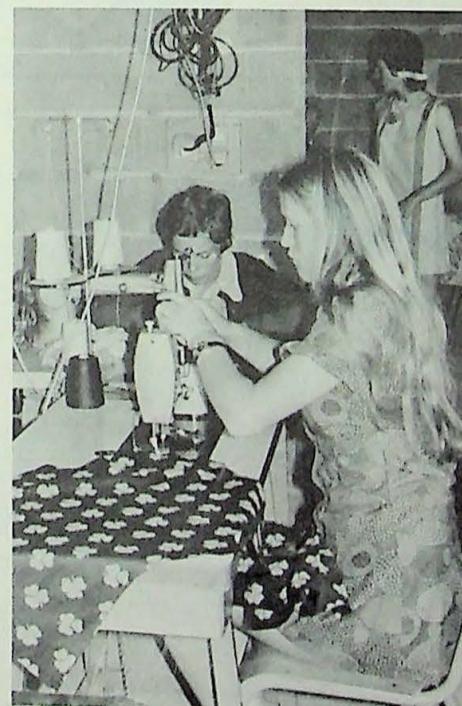
premiers chemisiers

En septembre 1971, 32 ouvrières d'une chaîne voient leur salaire diminuer de 150 F. Grève de trois jours des ouvrières de la chaîne qui obtiennent gain de cause.

Novembre 71, le patron n'a pas accepté cette défaite. Il utilise la section CFTC qu'il a créée pour entretenir un mauvais climat dans l'entreprise. Volontairement, la CFTC cesse le travail, le patron en profite pour fermer l'usine. Le lock-out dure dix jours. Mais la section CFDT sort grandie de l'affaire et obtient six délégués aux élections de septembre 1972.

En novembre 72, la CFDT revendique un 13e mois progressif. Le patron propose 15 millions (fantômes) si les cadences sont augmentées. Mais, humainement, il n'est plus possible d'aller plus vite. Juillet 73, deux débrayages d'une demi-heure pour faire avancer la revendication du 13e mois. Les ouvrières décident d'aller à un rythme plus humain. Pour briser cette action, la direction met à pied la déléguée syndicale pour obtenir son licenciement. Totalement solidaires, 95 ouvrières se mettent en grève.

Août 73, après les vacances, le patron prolonge la mise à pied. La grève



L'atelier « sauvage ». Plus de chrono plus de chefs !

reprend. Les ouvrières décident alors de se mettre à fabriquer elles-mêmes des chemisiers ! « nos vrais premiers » disent-elles avec fierté.

Thérèse nous explique comment elles en sont arrivées là : « Au début, on a campé dans un champ à côté de l'usine, prêté par un paysan. Il fallait s'organiser pour tenir. Cela fait maintenant la deuxième semaine. Il fallait trouver quelque chose pour pouvoir s'exprimer, pour survivre pendant la grève. A ce moment-là, on a appris ce qui se passait chez LIP. Nous, on a des machines à coudre, pourquoi on

ne ferait pas des chemisiers ? Le soir, on en a parlé à nos responsables syndicaux pour voir si c'était possible. Ils ont trouvé l'idée excellente. Les paysans-travailleurs nous ont aidées. On a mis les machines en place chez un paysan. Le soir les premiers chemisiers sortaient. Puis, il y a eu le meeting à Cerizay, avec les gars de chez LIP, 1.500 personnes y assistaient. C'était formidable ».

Depuis, les journalistes affluent.

Elles n'en sont pas encore revenues, les filles de Cerizay ! Sur un cahier d'écolier, une petite charmante inscrit : Politique Hebdo, Libération, L'Humanité, Paris-Match, Ouest-France, L'Express, Tribune Socialiste... trois journalistes brésiliens... bientôt, ce sera la TV japonaise ! Tout ce branlebas de combat pour une grève. « On a pourtant rien fait d'exceptionnel », disent-elles en riant, tout en expliquant le sens de leur lutte en épluchant les haricots du déjeuner.

Dans leur permanence, une petite pièce au-dessus des Halles, c'est l'a-



Thérèse Albert, déléguée

nimation joyeuse. En haut de l'escalier, un tableau noir vous invite à venir essayer les chemisiers. À l'intérieur, des messages de soutien affichés au mur : la Fédé PSU des Deux-Sèvres, la C.F.D.T., le M.R.J.C., le PC, la J.C., la C.G.T. Les Lip sont à l'honneur avec des photos du meeting. Une jeune ouvrière nous convie à venir visiter un atelier « sauvage ». On profite de la voiture pour emmener quelques victuailles à l'équipe de l'Atelier.

des « patrons » pas de chef

Dans la campagne, quelque part en bocage. Non loin de l'usine Cousreau, c'est l'Atelier. Installé dans les locaux d'un paysan-travailleur (nous verrons plus loin ce que l'un d'eux pense de ce mouvement). Une douzaine de machines à coudre électriques. Les filles confectionnent les chemisiers au son d'une musique pop diffusée par un transistor. Elles sont décontractées. Elles échangent des propos : « Pour la toile à tailleur ?... Il faut mettre des fils de quelle couleur ?... Il faut aller demander à Madeleine... »

Dans une pièce voisine, deux femmes découpent les formes des cols... ailleurs, deux autres préparent les coupes... Dehors, sur une grande table, on taille le tissu selon la forme des patrons. Une autre repasse un chemisier terminé qui va prendre le chemin de la permanence. Au plafond, se balance une petite poupée de tissus : c'est Arzel, le commandant-chef du personnel...

« C'est pas chez Cousreau que l'on pourrait travailler dans une telle bonne humeur. Là-bas, on avait hâte de voir tourner la pendule pour sortir le

plus vite possible... Ici, on a des « patrons », mais pas de chef ! »

« Aujourd'hui, on relève la tête. Quand on retournera à l'usine, on sera plus fortes, parce qu'on aura pas peur de répondre au patron, lui imposer la paie du 13^e mois, le salaire de 1.000 F par mois ».

Cette démythification du patron est un résultat très important des luttes actuelles. Autre point significatif, comme le soulignent les ouvrières : « on se rend bien compte, d'après le travail que l'on fait, des marges bénéficiaires que les patrons peuvent tirer. Chez Cousseau, on travaille pour Charel ou Pierbé, les chemisiers vendent de 100 à 150 F dans le commerce. Nous, on échange nos chemisiers « PIL » (chemisiers Populaires Inventés Localement) contre 40 F (x) pour soutenir notre lutte ».

Déjà, elles ont décidé de se verser un acompte sur leur salaire.

Les filles de Cerizay ont trouvé une grande solidarité parmi la population, mais surtout chez les paysans-travailleurs. « C'est une solidarité qui ne s'était pas encore vue à Cerizay... Il y a eu aussi les gars de chez Heuliez... ça remonte le moral tout ça ».



répond aux questions de laire.

PROBLÈME : PAR COMBIEN MARCELLIN DEVRA-T-IL MULTIPLIER SES EFFECTIFS DE POLICE S'IL VEUT OCCUPER A LA FOIS LIP, CÉRIZAY, DOLE, ST DIÉ, ...?

Roger, paysan-travailleur, nous parle de cette solidarité avec les ouvrières de chez Cousseau :

« Les ouvriers sont tous des ruraux, il n'y a pas de tradition ouvrière à Cerizay, car l'industrialisation est récente. C'est ce qui rend les rapports faciles entre ouvriers et paysans ; à Niort, par exemple, les usines sont implantées depuis longtemps ; il existe une tradition ouvrière qui rend les contacts avec les ouvriers plus difficiles... Du côté des paysans, il y a eu une prise de conscience du fait que nous nous sommes rendu compte que nous n'étions pas vraiment des patrons comme on nous le reprochait souvent, puisque nous sommes dépendants du Crédit Agricole, des coopératives, qu'au point de vue salaires, nous sommes plus proches des ouvriers et que nous avons le même ennemi commun : le capitalisme. Les ouvrières ne nous ont pas demandé notre aide, elles nous ont mis au courant de leurs difficultés et c'est nous qui voyons comment les aider. Ce sera du reste réciproque dans les luttes à venir. Il faudra qu'elles nous disent ce dont elles ont besoin, parce que quelquefois nous avons des points de vue qui peuvent leur paraître stupides, car nous ne sommes pas dans le coup, mais il faut en discuter. Au début de la grève, il n'y avait que les responsables qui étaient sensibilisés. Maintenant, tous les agriculteurs comprennent. Il y a une certaine sympathie à la campagne envers cette grève peu ordinaire. De plus, nous avons conscience que si cette grève dure, il faudra maintenir les gens en haleine et soutenir le moral des ouvrières ».

Dès maintenant, les paysans procurent aux grévistes des provisions de toutes sortes : poulets, lapins, légumes, lait, au prix de la ferme. Pour la

viande, il y a des problèmes de stockage, mais ils vont être résolus.

Evidemment, la lutte des 95 ouvrières de Cerizay est essentiellement basée sur la réintégration de Thérèse, la déléguée syndicale : ce n'est pas une lutte dont les dimensions et les motivations ressemblent à celles de Lip, mais « les Lip » leur ont ouvert les yeux. Elles ont découvert qu'un travailleur n'était pas un robot, que la dignité humaine existait, que l'on pouvait penser, s'organiser, discuter, relever la tête.

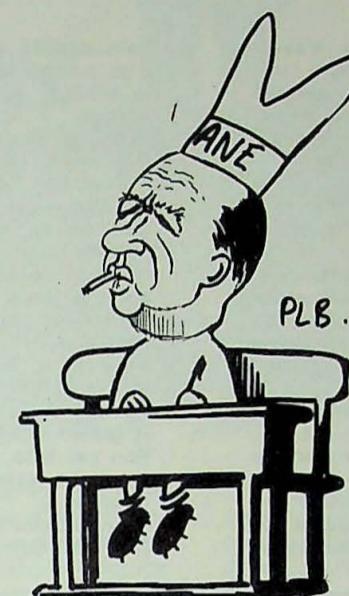
Si, actuellement, les ouvrières de cette région sont plus avancées au point de vue syndical que politique (le canton a donné 78 à 80 % de voix à Pompidou), il faut avoir le même optimisme que Roger, le paysan-travailleur : « Il faut accepter cette chose-là avec toute son ambiguïté, mais les

choses peuvent changer vite, il faut faire confiance à la génération qui monte, la preuve en est ce qui se passe en ce moment ». C'est une raison de plus pour que les ouvrières de Cerizay trouvent partout une grande solidarité. Leur combat ne fait que commencer. Il ne faut pas les abandonner, mais les aider sur le difficile chemin de la conquête de la liberté. Cerizay... un nouveau poing rouge sur la carte de France des luttes.

Françoise CLAIRE ■
(Cerizay, 6-7 septembre 1973).

(x) Solidarité aux ouvrières de Cerizay : Halles de Cerizay 79140 ou tél. (15) 48-65-50-48.

Commandez vos chemisiers P.I.L. Union des Syndicats CFDT, 1, rue du Mûrier - 79000 NIORT, C.C.P. Limoges 548 35 en mentionnant : Solidarité Cerizay - Cousseau.



mobile, classifications, réduction du temps de travail sans diminution de salaire, hygiène et sécurité, droit syndical.

Pas de réponse de la direction. Le 27 juin, demande d'entrevue. Le patron refuse en faisant savoir qu'il ne recevra jamais les délégués ! Les travailleurs débrayent l'après-midi du même jour. Le lendemain, lettre ouverte à la direction, fixant au 2 juillet le dernier délai pour une entrevue. Aucune réponse. Dès 13 h 30, les travailleurs se mettent en grève et, en assemblée générale, votent à l'unanimité la grève illimitée.

13 juillet, l'inspecteur du travail dresse procès-verbal pour non-respect de la loi du 16 avril 1946. La CFDT dépose une plainte.

Auparavant, le 4 juillet, les grévistes de Dole s'étaient rendus à Fontaine-Française, en Côte d'Or, où est implantée, depuis 3 ans, une autre usine Magyar. Après explications, les travailleurs de cette usine décident la grève de soutien qui sera suivie à 50 %. On décide aussi de créer une section syndicale et un délégué est nommé.

Les ouvriers de Fontaine-Française reprennent le travail le 9 juillet. Magyar réunit tout le monde dans un bistro. Il offre deux tourées, promet un arbre de Noël, un concours de pêche et même un concours de tarot ! Diminution d'horaires ? Augmentation des salaires ? On verra ça plus tard...

A Dole, dès le 9, on s'organise pour tenir. Des collectes sont faites et un effort de popularisation est entrepris.

La grève est suspendue pendant la période des congés, mise à profit pour préparer la reprise du mouvement en septembre et organiser la solidarité.

28 août, les travailleurs repren-

nent la grève et mettent en place un piquet devant l'entreprise, renforcé par des travailleurs de l'union locale CFDT, du comité de soutien.

l'action du PSU

— Le PSU investit toutes ses forces dans le Comité de soutien.

— La Fédération du Jura, de Dole, est en train de réaliser sur proposition de la section une affiche départementale et un bulletin départemental sur la lutte Magyar. Elle organise également le soutien financier et participe aux manifestations de soutien.

— La Fédération a également envisagé, lorsque cette phase de la lutte sera achevée, de réunir tous les militants ouvriers qui le désireront pour faire une analyse politique du conflit.

tien et par une importante délégation de Lip. Dans les jours suivants, huissiers, RG et autres flics rôdent dans l'entreprise.

3 septembre, une délégation de non-grévistes portent une motion au préfet du Jura. Son texte sera collé, sous la forme d'une grande affiche, et à plusieurs milliers d'exemplaires, par Magyar lui-même, ses cadres et les jaunes. Simple extrait : « Excédé par la terreur « lipiste » que font régner les commandos venus de Besançon, excédé par leurs insultes et leurs menaces suivies de violences, le personnel (...) réclame la liberté du travail à laquelle tout travailleur a légalement droit. »

5 septembre, Magyar ne met plus qu'un préalable à la négociation : qu'il soit accompagné de non-grévistes. La CFDT refuse et demande l'application de la loi sur le droit syndical.

6 septembre : manifestation devant l'usine. 300 personnes à l'arrivée au centre-ville. Délégations de nombreuses usines de la région. Pendant ce temps, Magyar et ses non-grévistes arrosent la deuxième citerne sortie à Fontaine-Française.

7 septembre, journée de soutien aux travailleurs de Lip et Magyar dans tout le Juracette. On est là pour le moment et on n'a vraiment pas de raisons de mollir !

Correspondant ■

offres spéciales à Logemag

Magasin petite surface, géré par une banque suisse, Pasche, depuis 9 ans. Bien qu'en expansion (progression du chiffre d'affaires de 20 %) il a été mis en liquidation judiciaire le 10 juillet. 52 employés décident de prendre en main l'affaire (occupation des locaux, vente des stocks, paiement des salaires et des fournisseurs).

Cette lutte est quelque peu passée inaperçue et les grévistes se sentent seuls. Déjà, 15 d'entre eux ont retrouvé un autre boulot. Ne laissons pas les autres dans l'oubli. Comme on dit, pour un nouveau jeu radio, « il y a sûrement quelque chose à faire ! »

26 MARS. Le syndicat des métaux CFDT de Dole désigne un délégué syndical chez Magyar et demande l'organisation des élections de délégués du personnel. Magyar, le patron, fait la sourde oreille et entreprend d'isoler le délégué syndical. Il lui rend de fréquentes visites, histoire de lui envoyer quelques gentillesse du genre : « Alors, « Septembre noir », on s'implante », « Alors, le racoleur », etc.

La CFDT intervient auprès de l'inspecteur du travail qui fixe au 25 mai la date limite des élections. Rien. Le 23, la CFDT diffuse un tract sur l'affaire. Le patron réagit par une nouvelle tentative d'inti-

mation du délégué syndical et quelques augmentations individuelles de salaire... Et, le 24 mai, il fait afficher les conditions des élections : la date en est fixée — en dehors des délais de l'inspection du travail — au moment du « pont » de l'Ascension... Les travailleurs acceptent, malgré tout. Mais, le quorum n'étant pas atteint, un deuxième tour s'impose. Ce deuxième sera l'occasion d'une intense campagne d'influence, de menaces contre les votants du premier tour.

Les délégués sont tout de même élus et, le 15 juin, déposent une liste de revendications : nouvelle grille des salaires, primes d'ancienneté, généralisation de l'échelle

● SAINT-DIÉ

la production aux mains des salariés

L'ACTION menée par les travailleurs de Lip depuis plusieurs mois a donné des idées aux salariés de la bonneterie Duceux, une entreprise de Saint-Dié, dans les Vosges. S'il ne s'agit pas d'une nouvelle « affaire Lip », il n'en demeure pas moins que la méthode d'action est totalement différente de celles menées précédemment en cas de fermeture où l'on se contentait de défilés-enterrements. Aujourd'hui on est passé d'un stade défensif à une attitude offensive. Le « contrôle ouvrier » devient une arme efficace pour s'opposer aux licenciements.

Depuis le mardi 4 septembre, les 270 salariés de chez Duceux ont pris en main la production de leur usine et l'organisation du travail.

Toute l'affaire débute le 27 juillet dernier lorsque l'entreprise spécialisée dans le survêtement et le maillot de

bain dépose son bilan. Passif : plus d'un milliard d'AFI. Un mois plus tard le tribunal de commerce de Saint-Dié ordonne la liquidation des biens avec toutefois poursuite de l'activité durant trois mois. Un syndic est nommé.

Première bagarre des salariés de Duceux — en forte majorité des femmes — au retour des vacances, le jour du jugement du tribunal pour une question de salaires non versés. Grève de trois jours. Satisfaction. Fonctionnement deux jours sans le concours des cadres de direction.

Le mardi 4 septembre, le personnel est réuni en Assemblée générale. On discute d'une poursuite éventuelle de la grève traditionnelle. Puis une proposition est faite : « Prendons nos affaires en main sans nous occuper de la direction ».

La décision est aussitôt mise en application dans une certaine euphorie.

Depuis le 4 septembre, le même scénario se déroule chaque jour : assemblée générale à 8 heures (pendant le temps de travail) et réunions d'information à 11 h 30 et 17 heures.

pas de vente

Pour l'instant, le syndic a accepté de continuer à payer les salariés par acomptes toutes les semaines. De ce fait, les ouvriers de chez Duceux n'ont pas organisé de vente comme leurs confrères bisontins. Ils affirment toutefois : « Si le syndic décide de ne plus nous payer, nous n'hésiterions pas. Nous sommes prêts à la commercialisation. »

La méthode d'action a été choisie par refus d'autorité envers l'ancienne direction, totalement isolée dans l'entreprise, pour s'assurer un revenu et faire pression pour que soit réglée la reprise de la totalité du personnel.

Les travailleurs de chez Duceux ont pris conscience qu'ils pouvaient travailler et s'organiser sans chefs.

Avec Lip, il existe une différence sur le plan juridique : il ne s'agit pas comme à Besançon d'une liquidation judiciaire et d'une cessation d'activité.

L'analogie se situe au niveau du problème de l'emploi — licencements à terme — ainsi que dans la constatation d'une mauvaise gestion de la direction.

Toutefois les salariés de Duceux n'ont pas voulu transposer purement et simplement à Saint-Dié la forme d'action de Besançon. Ils ont déterminé leurs méthodes d'action en fonction de leur propre situation et choisi la manière qui leur paraît la plus efficace pour obtenir satisfaction.

Serge LEROY. ■

TOUT VA BIEN

● A SCHIRMECK (Bas-Rhin) où quatre membres du personnel dont un délégué au comité d'entreprise, de l'usine Jeudy viennent d'être licenciés. Ils sont accusés de violences et de séquestration du directeur à la suite d'un conflit sur les salaires. L'histoire de Jeudy (700 salariés) est marquée par de nombreuses luttes particulièremen-t sévères.

● A FOURMIES (Nord) où l'usine Bouly (550 salariés) vient de déposer son bilan, la moitié du personnel — les 250 ouvriers du département tissage — se trouve déjà sans travail par manque de matières premières.

immigrés

● vendredi :

la grève des parias

IS étaient deux cents samedi soir, rue St-Maur à Paris, pour décider de lancer le mot d'ordre de grève générale des travailleurs immigrés de la région parisienne. Il y avait là le mouvement des Travailleurs arabes, le Comité de défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés et beaucoup d'autres aussi qu'on ne voit pas d'habitude.

Chacun se faisait l'expression de son quartier, des cafés arabes, de la boîte où l'on travaille pour pas cher. « Si vous lancez le mot d'ordre, on suit » ; « Si le mot d'ordre n'est pas lancé, de toute façon on se mettra en grève ». 18^e, 11^e, 14^e, 20^e, 19^e, arrondissements de Paris, Gennevilliers, Suresnes, Puteaux, Fiat-Unic, (Trappes) Simca-Chrysler (Nanterre), Renault, Citroën (Clichy) demandent la grève. Il y a neuf mois, pour Mohamed Diab, assassiné dans un commissariat de Versailles, on en parlait déjà. La grève n'est pas dirigée contre les Français

mais contre une poignée de racistes, nostalgiques de l'O.A.S. ou du nazisme.

Il est trop facile d'invoquer la statistique ou l'âme humaine pour expliquer le racisme. On oublie par là même la discrimination sciemment entretenue entre ouvriers français et immigrés pour exploiter les seconds aux dépens des premiers.

Au cours de la réunion de samedi un ouvrier immigré de Suresnes cite son cas personnel : employé dix heures et quart par jour, il découvre sur son carton de pointage qu'il est payé 9 h. 75. Sa réaction et celle de ses camarades le font licencier. Il est trop facile d'invoquer la différence des cultures pour parquer les immigrés dans des foyers, taudis, bidonvilles verticaux, ou dans des quartiers réservés. La colère du peuple contre l'incurie et la duplicité des pouvoirs publics se décharge contre ceux qu'on leur présente comme responsables de

leurs maux et qui ne sont que l'instrument que la police et le patronat se donnent pour accentuer la répression. La peur est le chemin du fascisme. Il est trop facile de s'adresser aux sentiments humanitaires du peuple français pour couvrir par des phrases les intérêts du patronat et du gouvernement qui importent de la main-d'œuvre et refusent de donner à ces travailleurs les droits de tout ouvrier. Le racisme n'est pas un sentiment, c'est une politique.

La grève, c'est la prise de parole de travailleurs que l'on dit « sans voix » ; c'est le refus d'accepter le rôle qu'on veut leur faire jouer ; c'est la juste revendication des droits de s'associer et de s'exprimer ; de mener avec l'ensemble de la classe ouvrière et les organisations qui la représentent la lutte contre l'exploitation capitaliste et la manipulation impérialiste des ouvriers étrangers. En appelant à la grève générale de 24 h, vendredi 14 septembre, tous les ouvriers immigrés de la région parisienne, c'est aussi à tous les ouvriers français que le Mouvement des travailleurs arabes et le Comité de défense s'adressent. A chacun et à tous de s'associer par solidarité à cette grève car, comme le déclarait un ouvrier du M.T.A., lorsqu'un ouvrier immigré est agressé dans sa vie et dans sa dignité de travailleur, c'est toute la classe ouvrière qui est attaquée en lui.

Patrick Brun

Guy Dufau ■

● Dans un communiqué du 28 août le bureau national du P.S.U. déclarait notamment :

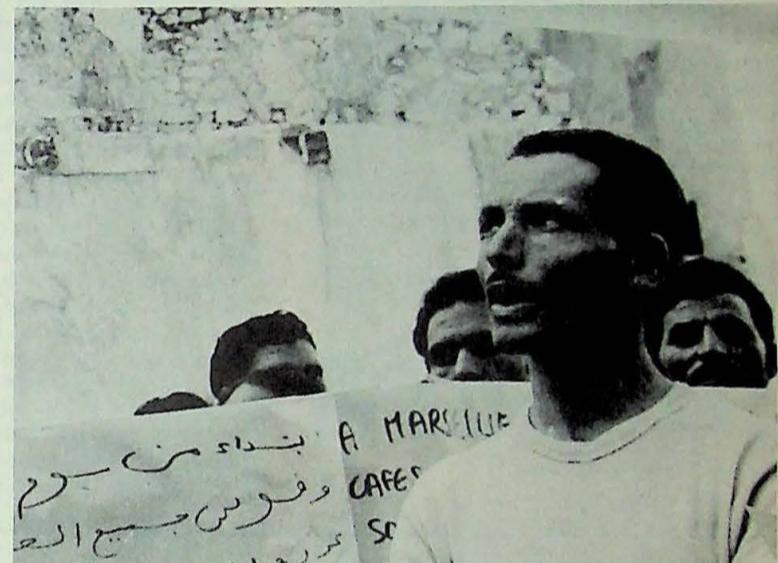
« Le P.S.U. quant à lui, est d'ores et déjà solidaire des travailleurs immigrés qui ont choisi ou choisissent de passer outre à la mesure d'expulsion qui les frappe. Il est prêt, dans la mesure de ses possibilités, à leur fournir toute aide qui lui sera demandée. »

APPEL

Le Comité de Défense appelle à soutenir par les modes d'action propres à chacun les initiatives qui seront prises par les travailleurs immigrés en France pour combattre le racisme, les expulsions et l'ensemble des atteintes qui sont portées aux travailleurs jusqu'à dans leur vie. Cette mise au jour du racisme est directement liée à la lutte menée depuis des mois par les immigrés pour la reconnaissance des droits des travailleurs.

C'est pour cela qu'en tant que travailleur, et quelle que soit notre nationalité, nous sommes tenus de nous lever et de mettre tout en œuvre pour que cessent les appels au meurtre, à la délation, les injures et le mépris dont font l'objet les tra-

vailleurs immigrés. Lorsqu'on accepte que des ouvriers, sous prétexte qu'ils sont immigrés, soient traités comme des parias, on accepte alors que toute la classe ouvrière soit traitée comme telle. Chaque fois qu'un homme dans ce pays tombe sous les coups de ceux qui condamnent à mort pour une couleur de peau et une langue, si toi, Français, tu te tais et en fais l'affaire des autres, alors tu légitimes des crimes semblables à ceux des nazis qui ont tué 200.000 des tiens qui s'étaient levés contre les racistes. Chaque Algérien, chaque Portugais, chaque ouvrier immigré qui meurt assassiné par des racistes sur le territoire français, c'est notre crime que de le taire et un encouragement à la terreur. ■



● TOULON

Mardi 3 septembre, un millier de travailleurs immigrés de l'agglomération toulonnaise se sont mis en grève pour protester d'une part, contre la motion raciste adoptée à l'unanimité le 10 août dernier par le conseil municipal de Toulon et d'autre part, contre les agressions multiples dont ils sont victimes, notamment dans la région.

A l'issue d'un meeting tenu dans la vieille ville, ils partirent en cortège, banderoles en arabe et en français en tête, jusqu'à la mairie et la sous-préfecture où des délégations furent reçues.

C'est la première fois à Toulon que les travailleurs immigrés organisent une action de masse de cette importance.

● SNIA

Si Concorde dépasse le mur du son, la direction de la Société Nationale Industrielle Aérospatiale vient, encore une fois, de franchir le mur de la légalité.

En effet, à Marignane (Bouches-du-Rhône), un certain nombre de militants syndicaux, la plupart ex-FO, viennent de constituer une section syndicale CFDT. Le syndicat local a procédé aux désignations habituelles, conformément à la loi de 1968 sur les délégués syndicaux.

Les travailleurs de Marignane ont appris, par voie de tract, ce changement dans le panorama social de leur usine, le 30 août à 7 h 30. Dans la demi-heure qui suivit, les cinq nouveaux délégués syndicaux étaient tous mutés et certains déclassés, pour « raisons d'organisation ». ■

T.E.P.
direction guy rousseau
théâtre national

SAISON 73 - 74

■ la place royale — Corneille

Mise en scène Hubert Gignoux

■ et moi aussi je parle de la

rose — Emilio Carballido

m.s. P. Vial - D. Guillaumin

■ la tempête — Shakespeare

m.s. Bernard Sobel

■ le cavalier seul — Audiberti

m.s. Marcel Maréchal

■ les propriétaires des clés — Milan Kundera

m.s. Georges Werler

à retourner au T.E.P.

17 rue Malte-Brun - PARIS 20^e

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

ABONNEZ - VOUS

(40% de réduction et gratuitement notre service régulier de T.E.P. - ACTUALITE)

● 5 Spectacles..... 43 Frs

● 4 Spectacles..... 36 Frs

(Veuillez indiquer le spectacle non retenu : Ci-joint, chèque bancaire, postal ou mandat-lettre de Frs à l'ordre du T.E.P.)

● Je désire recevoir uniquement une documentation gratuite.

TEL. 636.79.09

les bons et les méchants



Nouvelle victoire sur le révisionnisme, normalisation après la révolution culturelle ou... autre chose. Gérard Féran ouvre ici le débat ■

LA HYPOTHÈSE et la nuance n'appartiennent pas au genre littéraire de ceux qui ont l'habitude de parler de la Chine. Les interprétations relatives au Xe Congrès du Parti Communiste Chinois qui vient de se tenir à Pékin, du 24 au 28 août, échappent rarement à cette règle. On retrouve les « orthodoxes » impénitents qui n'en sont plus à un tournant ou à une justification près et qui, grâce à la formidable trouvaille théorique « des deux lignes », (la rouge est bonne, la noire mauvaise) sont passés maîtres dans l'art d'expliquer après coup les événements chinois. Ceux-là ne tarderont pas à forger les arguments qui montreront que « derrière une apparence de gauche Chen-Pota et Lin-Piao étaient en fait des arrivistes de droite ». Nous laisserons ces saints à leur dieu suprême en leur souhaitant bon vent sur l'océan infini de la magie et de l'obscurantisme...

Nous nous intéressons aussi fort médiocrement aux sinologues patentes des bourgeoisie occidentales

dont l'intérêt pour la Chine progresse parallèlement à l'impression qu'ils ont de voir enfin naître une nation sage, « réalité » en politique extérieure, ordonnée à l'intérieur, et somme toute intéressante désormais pour quelque commerce fructueux.

Notre attention à la Chine relève d'autres facteurs. Son rôle dans la lutte anti-impérialiste est capital et les orientations choisies par le mouvement communiste chinois dans ce domaine ont inévitablement des répercussions importantes pour l'ensemble des luttes internationales. Ses caractéristiques de classe et notamment le rôle déterminant de la paysannerie, créent les conditions d'une expérience originale sur le plan pratique comme sur le plan théorique qui intéresse au premier chef tous les révolutionnaires. Enfin, l'expérience de la révolution culturelle a posé en termes nouveaux les problèmes de l'organisation d'un Parti communiste au pouvoir, de son rapport avec les masses, du rôle et de la place occupées par l'armée.

viev, voire Staline, a permis au marxisme d'être à la hauteur d'une science. Du jour où certains ont volé ces contradictions, il est devenu un dogme figé. Les révolutionnaires français,

qui ont dû attendre 1968 pour se remettre à lire Marx, savent à quel point ce dessèchement théorique va de pair avec l'immobilisme et l'opportunisme pratique.

un authentique mouvement de politisation

Une chose est de savoir que Mao a battu Liu-Shao-Shi, que Chou-en-Lai a réussi à éliminer Lin-Piao et Chen-Pota. C'en est une autre que de savoir pourquoi, et jusqu'ici personne ne le sait vraiment, hormis les imbéciles, les prétentieux et les illuminés de la « pensée Mao-tsé-toung ».

Reste la question principale, à condition d'avoir le courage d'aborder les deux précédentes : quel a été l'apport réel de la révolution culturelle, quelles ont été ses limites ?

Il est certainement trop tôt pour donner une réponse précise à cette question. Mais il me semble que l'on peut déjà dégager deux séries d'hypothèses.

La première, et cela n'est qu'apparemment paradoxal, c'est que le Xe congrès atteste de l'importance considérable qu'a eue la révolution culturelle. La thèse suivant laquelle celle-ci n'aurait été que l'expression d'une lutte pour le pouvoir au sein du

parti paraît totalement superficielle. Si la priorité à la reconstruction, notamment sur le plan politique du PCC est affirmée aussi nettement, c'est bien parce que l'ensemble des structures du pouvoir s'est trouvé depuis quatre ans profondément bouleversé. La place centrale occupée par l'armée à cette époque le montre déjà largement. La révolution culturelle a été effectivement une critique de masse réalisée à une échelle jusque-là inégalée de l'organisation du pouvoir dans un pays. La force de ses principaux mots d'ordre, « critique des supérieurs par les inférieurs », « on a raison de se révolter » a caractérisé un mouvement populaire qui fut un authentique mouvement de politisation et non le simple support d'une lutte de clans. Et c'est précisément parce qu'elle fut politique que la révolution culturelle a permis l'expression de conflits et de débats jusque-là masqués par l'appareil rigide du Parti.

une page à lire, jusqu'au bout

Mais, et ce sera ma seconde hypothèse, la révolution culturelle a peut-être échoué — temporairement espérons-le — pour avoir justement posé de façon nouvelle le problème du pouvoir politique. Ni le rôle prééminent dévolu à l'armée du fait de la désorganisation du Parti, ni le IXe congrès et sa consécration de Lin-Piao, ni la théorie des deux lignes, ne correspondaient à ce que portait en profondeur cette révolution. Avant le conflit Lin-Piao - Lin-Shao-Shi, Chou-en-Lai, il est un problème au regard duquel le premier paraît presque dérisoire : la peur collective, toutes tendances confondues de l'ensemble des dirigeants chinois devant un mouvement qui, à terme, ne pouvait que s'attaquer à des aspects fondamentaux du pouvoir lui-même : que signifie un parti unique quand, sur une même base de classe des ouvriers et des paysans commencent à développer des stratégies différentes ? Que vaut la théorie rassurante des 5 % d'irréductibles bourgeois ou révisionnistes lorsqu'on s'aperçoit que la prise en charge par les masses elles-

mêmes, de leurs problèmes, provoque l'apparition non pas de deux débats, non pas de deux lignes, mais d'une multiplicité d'orientations qui ont besoin, pour se confronter, d'organes autonomes distincts de ceux d'un parti qui est aussi en réalité un état.

La peur de Chou-en-Lai n'a eu sans doute d'égal que celle de Lin-Piao. Leur conflit vient d'une façon contradictoire de fuir le problème. Il serait aussi absurde de croire que la Chine du Xe congrès a balayé la révolution culturelle pour se normaliser, que de penser que Lin-Piao et Chen-Pota auraient réellement pu lui donner sa traduction politique. La Chine de 1968 avait ouvert une nouvelle page de l'histoire du mouvement ouvrier et paysan. Les dirigeants ont eu peur de la lire jusqu'au bout. Mais il faudra bien que d'autres, un jour, aient ce courage. Ce sera peut-être alors, selon la prédiction de Mao, une nouvelle révolution culturelle. Mais elle n'aura sans doute rien à voir avec ce qu'il imaginait lui, en en prenant le risque.

Gérard FERAN ■

CHILI

le péril en uniforme



Le palais présidentiel de La Moneda. L'objectif des militaires...

Mercredi 12, 8 h. — Salvador Allende est mort, sans doute depuis cette nuit. Qu'importe la manière. Les fascistes ont frappé. La mort est leur « langage ». Par eux, la peste brune va ravager le Chili, livré à la guerre civile. Car, même sans informations crédibles, on devine que le peuple chilien se bat déjà contre les bandes factieuses. Il ne peut en être autrement. Un peuple qui a vécu trois ans durant dans l'espoir naissant du socialisme, dans le combat difficile mais exaltant pour la libération, ce peuple-là ne pliera pas l'échine de lui-même. Mais on ne peut que trembler à l'idée de la répression sans bornes qui va le frapper. Que sera sa capacité de résistance face à la force aveugle des militaires ? On pense à l'Espagne 1936, à tous les bains de sang de l'Histoire. Anxieux, nous mesurons notre impuissance au moment de donner corps à notre soutien. Nous serons ce soir, avec le PSU et toute la gauche, à la manifestation du Champs-de-Mars, mais c'est encore si peu...

L'ARTICLE qui suit a été écrit dimanche. Les événements d'hier mardi sont, hélas, une dramatique confirmation à posteriori de ce « péril en uniforme ».

Aujourd'hui, il paraît plus que jamais d'actualité de s'intéresser à l'armée chilienne et à la place qu'elle occupe dans le champ politique, maintenant que son masque de « neutralité » est bien tombé.

C'est une petite armée de 50.000 hommes environ (Terre : 24.000 ; Marine : 15.000 ; Aviation : 8.500(1), formée à la fin du XIX^e siècle au respect du pouvoir civil constitutionnel. Dans les années 20, cependant, elle appuie la dictature du général Ibáñez. Douze ans plus tard, certains chefs militaires, de l'aviation notamment, participent à un coup d'Etat en faveur d'une « république socialiste », renversée à son tour au bout de treize jours par un putsch de tankistes. Depuis lors, et jusqu'en 1969, le Chili a successivement connu des gouvernements radicaux, d'extrême-droite, de front populaire, puis la deuxième présidence fascisante d'Ibáñez, enfin, les présidences d'Alessandri et de Frei. Toute une période sans participation ouverte de l'armée à la vie politique, sauf quelques petits complots d'officiers à la retraite.

compromettre les militaires

Mais en 1969, le général Viaux anime un mouvement qui conduit à une « occupation de caserne » et à des revendications portant sur les salaires et des achats d'armements. Sur sa fin, le gouvernement Frei cède. Mais le mouvement s'effrite quand des officiers activistes veulent tenter une action proprement politique.

L'armée chilienne, en somme, c'est l'histoire d'une lente dégradation de son prestige et de sa position dans la société, les gouvernements de droite ayant eu tendance à rognner sur les dépenses militaires. C'est au contraire les gouvernements s'appuyant sur des mouvements populaires (Front populaire, Ibáñez, Frei) qui augmenteront les budgets de la défense.

(1) Sans compter les quelque 25 000 gendarmes et policiers.

Plus directement encore, Allende associait les militaires à la politique proprement dite lors des crises gouvernementales successives :

- décembre 71, le congrès renverse le ministre de l'Intérieur ; celui-ci est nommé, avec l'accord des militaires, ministre de la Défense ;
- avril 72, nomination d'un ministre militaire ;
- crise d'octobre 72, proclamation de l'état d'urgence qui donne les prérogatives policières à l'armée dans le domaine du maintien de l'ordre ; puis, nomination en novembre de trois ministres militaires dont le général Prats, commandant des trois armes, un général d'aviation et un amiral, respectivement à l'intérieur, aux transports et aux mines ;
- décembre 72, le général Prats, en tant que vice-président, remplace Allende pendant sa tournée à l'étranger ;
- janvier 73, des militaires sont chargés de responsabilités précises dans la mise en place d'un système centralisé de contrôle de la distribution, qui vient coiffer ce dispositif de contrôle populaire sur l'approvisionnement et les prix que sont les JAP ;
- juin 73, nouvel état d'urgence dans la province de Santiago ;
- 9 août dernier, retour des militaires dans quatre ministères : finances, terres, défense, travaux publics - transports (depuis mars, les ministres étaient des civils) ;
- 28 août enfin, participation au gouvernement de quatre militaires (dont trois nouveaux, remplaçant autant de partants) aux finances, aux mines, aux terres, aux travaux publics - transports.

L'armée interfère donc de plus en plus dans le gouvernement de l'Unité populaire à l'intérieur de laquelle les divergences se creusent, précisément sur cette « poussée » militaire (la Gauche chrétienne, le MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire), le Parti socialiste — avec son secrétaire

général Altamirano, en tête — s'y étaient formellement opposés). Le problème, en effet, est d'apprécier qui l'emporte dans ce contexte. D'où cette question : les militaires ont-ils soutenu le gouvernement légal pour éviter l'entrée en jeu directe des forces populaires d'autodéfense ? Autrement dit : dans quelle mesure les militaires poussent-ils le gouvernement à freiner le processus révolutionnaire ?

retenues nationalistes

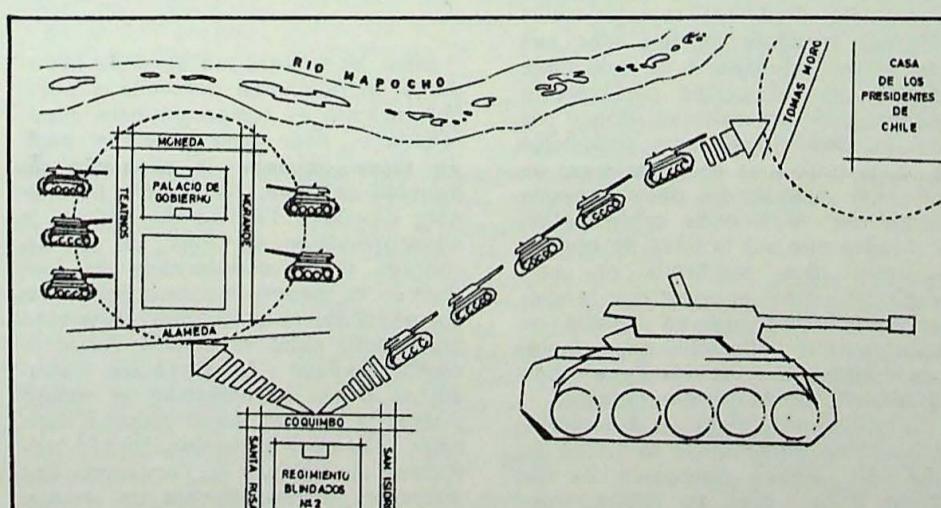
Les ministères confiés jusqu'ici aux militaires concernaient essentiellement, et concernent encore en bonne partie, le secteur de la redistribution des richesses ; secteur-clé pour un gouvernement populaire et que, néanmoins, Allende a considéré en quelque sorte comme relevant davantage de l'efficacité bureaucratique que du développement des luttes prolétariennes. Du coup, le secteur « production », laissé aux représentants des partis et des syndicats, se trouve séparé de sa finalité et enfermé dans la mission ambiguë du maintien de la production selon des normes paracapitalistes.

Surtout, il n'y a pas d'illusion à entretenir sur le caractère de classe des militaires. Si l'on peut faire exception des cas des généraux Prats (plus qu'un simple « constitutionnaliste », il n'est pas pour autant socialiste), Magliocchetti (il fut l'aide de camp de Castro pendant sa visite au Chili), et Von Schowen (connu pour être le plus progressiste), les autres militaires de haut rang ne trompent personne en tant qu'hommes de droite.

Cela ne signifie pas pour autant que les militaires constituent une caste homogène. Au contraire, ils sont divisés quant à leur attitude face au gouvernement et à la légalité. L'appel d'Allende à certains d'entre eux a d'ailleurs beaucoup contribué à cette division. Sans cela, il est probable que la tentative de coup d'Etat du 29 juin aurait réussi. De même aurait eu lieu un autre putsch, le 18 août, lors de la démission du général Ruiz, ministre des Transports et commandant en chef des forces aériennes, qui coïncidait avec une offensive en règle de toute la droite.

En fait de démission, Ruiz, connu pour ses attaches avec les milieux réactionnaires, a bel et bien été limogé par Allende, huit jours seulement après que ce dernier lui eut confié le portefeuille des transports. En pleine grève des camionneurs, ce cadeau empoisonné a eu raison d'un des chefs de l'armée les plus dangereux. Ce fait confirme que Salvador Allende ne sous-estime pas le danger militaire (le Chili est en Amérique latine !) et qu'il est dans ses objectifs de purger l'armée, ce qui est toujours très dangereux et peut justifier plus d'un de ces fameux louvolements.

N'oublions pas pour autant que l'entrée des militaires dans les derniers cabinets d'Allende avait été posée par la Démocratie chrétienne comme une condition à la poursuite du « dia-



Ce plan d'attaque est celui des putschistes du 29 juin. S'il a échoué technique- ment, tout porte à croire qu'une bonne partie de l'armée s'est ouvertement lancée depuis lors dans un « golpe » froid, une sorte de coup d'Etat à blanc dans lequel la Démocratie chrétienne s'est jetée, elle aussi. Ainsi l'opposition parlementaire, après avoir fait voter la « loi scélérat » sur le contrôle des armes, a donné aux militaires le moyen légal de réprimer le peuple. Car les perquisitions en vertu de cette loi, sont opérées à sens unique, essentiellement dans les entreprises des « cordons industriels » et les « poblaciones » (quartiers pauvres). Chacune de ces opérations « de nettoyage » est ressentie par la classe ouvrière comme une provocation et, vendredi dernier, dans la nuit, un affrontement armé faisant huit blessés s'est produit entre les ouvriers d'une usine textile de la banlieue de Santiago et des militaires des forces aériennes qui tentaient de pénétrer dans l'entreprise.



TCHAD

l'impérialisme assassin

Deux balles de 9 mm dans la tête, à bout portant : c'est ce qu'il en coûte de s'opposer aux agissements scandaleux de Tombalbaye, président de la République du Tchad. Et de les dénoncer...

La veille de son assassinat, l'autre dimanche, à Paris, le docteur Oute Bono avait adressé à quelques journalistes un « manifeste du peuple tchadien » signé du « Mouvement Démocratique de Rénovation Tchadienne » qu'il devait présenter à la presse quelques jours plus tard. Les barbouzes de Foccart ou les mercenaires de Tombalbaye ont tout fait de faire un rapprochement entre ce manifeste et le docteur Bono, irréductible opposant au régime de Fort-Lamy, condamné à mort en 1964, gracié deux ans plus tard, condamné à nouveau à quinze ans de travaux forcés, gracié, promu Directeur de la Santé publique qui, lassé des vexations et de la tyrannie de Tombalbaye était venu en France dans l'intention de lancer un mouvement qu'il espérait être une alternative au pouvoir.

Le MDRT n'était pas non plus d'accord avec le FROLINAT (Front de Libération Nationale du Tchad) du Dr Abba-Sidick qui, depuis 1968, mène une guérilla armée dans les régions centre et nord du Tchad. Depuis que Tombalbaye s'était rapproché avec la Libye du colonel Kadhafi, le FROLINAT avait considérablement perdu de sa force, il se trouvait paralysé. Après plusieurs années de lutte il n'était pas parvenu à s'imposer aux masses tchadiennes. Le Dr Bono et ses amis avaient fait cette analyse. Ils voulaient en finir avec « treize ans de servitude et de trahison des intérêts du peuple ». Pour ce faire, ils appellent tous les Tchadiens, « où qu'ils se trouvent » à « s'organiser en petits groupes de trois ou quatre personnes ».

Mais Bono et le MDRT allaient plus

loin dans leur analyse. Ils dénonçaient les scandales et la corruption (trafic de drogue et de pièces d'or par La Mecque, perception illégale d'impôts, torture et disparition des opposants, etc.) d'un régime honni de tout un peuple et qui ne doit qu'à la France d'être encore au pouvoir. Laquelle n'a pas hésité à envoyer son armée pour préserver ses intérêts impérialistes au Tchad (coton à bas prix, place stratégique aux confins du monde arabe). Entouré de mercenaires et d'affairistes français — dont le trop fameux Gourvenec, ancien policier français qui fait régner la terreur à Fort-Lamy — Tombalbaye s'en prend verbalement depuis quelques mois à la France et à Foccart.

Oute Bono dénonçait cette supercherie en écrivant dans son manifeste : « En fait, on a voulu, à Fort-Lamy, sattaquer à l'impérialisme français, mais on n'a pas osé prononcer le mot ; et pour cause ! Car n'oublions pas que c'est l'impérialisme français qui a fait les choux gras du régime ; n'oublions pas que c'est l'impérialisme français qui, à l'appel exclusif de Tombalbaye, a dépêché des troupes d'intervention pour sauver un régime impopulaire aux abois, au prix de mille souffrances pour le peuple tchadien. »

En effet, l'Elysée et Foccart savent bien que malgré ses rudes — qui ne sont que diversion — Tombalbaye est un jouet entre leurs mains. Ce que n'eût pas été un Oute Bono. Il en est mort, assassiné par un dimanche matin du mois d'août, sur le pavé de Paris.

C.C. ■

NORVEGE espoir à gauche

Membre du Parti socialiste populaire — formation intégrée à l'Union électorale socialiste dans la perspective des législatives du 10 septembre —, Per Oivind Nielsen donne ici ses raisons d'espérer une percée des forces de gauche lors de la prochaine consultation. Il montre également que ce rassemblement est autre chose qu'un front électoral.

La gauche norvégienne a, lors des élections législatives du 10 septembre, la possibilité de faire une percée véritable. En effet, trois formations à la gauche du Parti Travailiste (social-démocrate) se sont unies dans un front commun : l'Union Electorale Socialiste (Socialistisk Valgoforbund), regroupant le Parti Socialiste Populaire, le Parti Communiste Norvégien et les Socialistes Démocrates.

Aux élections de 1969, aucun de ces partis n'a obtenu de siège au Storting (le Parlement). Or, aujourd'hui les sondages accordent 8-9 % des intentions de vote à l'Union, ce qui se traduirait par 12-16 sièges sur les 155 à pourvoir, donc une percée parlementaire pour les forces de gauche dans la politique norvégienne.

De plus il y a de fortes chances pour que les élections donnent la majorité aux sociaux-démocrates avec l'Union Socialiste. Cela signifie que les sociaux-démocrates devront former un gouvernement minoritaire en s'appuyant soit sur un ou plusieurs partis bourgeois, soit sur l'Union Socialiste. Celle-ci occupera ainsi une position-clé pouvant lui permettre d'imposer une politique plus à gauche. En outre, avec un groupe parlementaire important il sera possible de faire connaître, dans une mesure beaucoup plus large, sa politique et ses positions à travers les mass-media et la presse (l'Union ne dispose aujourd'hui d'aucun quotidien et elle se heurte au silence de la radio et de la télévision).

la bataille du référendum

Quelles sont donc les raisons de la constitution de l'Union Electorale Socialiste ? Comment ce front s'est-il créé, et quelle politique représente-t-il ?

Lors du référendum du 25 septembre 1972, une majorité du peuple norvégien (53,6 %) a dit non à l'adhésion à la CEE, ceci après une lutte politique de plusieurs années.

Les partisans de l'adhésion comptaient le grand capital, l'appareil de l'Etat, le gouvernement social-démocrate, la direction

de la confédération syndicale LO, les conservateurs et une grande partie de la presse. Ceux qui disaient non à l'adhésion se sont regroupés dans un front très large : le Mouvement Populaire contre l'adhésion de la Norvège au Marché Commun.

Les principaux groupes dans ce front étaient : la majorité des travailleurs syndiqués, des paysans, des pêcheurs et des étudiants, le Parti Socialiste Populaire, le Parti Communiste, le Parti Agraire et la majorité au sein du Parti Radical et du Parti Populaire Chrétien ainsi que les mouvements de jeunesse des partis politiques, exception faite de celui du Parti Conservateur.

Un grand nombre des électeurs et des membres du Parti Travailiste étaient également hostiles à l'adhésion ce qui, sur le plan organisationnel, s'est traduit par la création d'un comité au sein même de ce parti afin de combattre la politique pro-CEE que menait la direction du parti. Ce comité a ensuite, au printemps dernier, fait scission sous le nom de Socialistes Démocrates pour rejoindre l'Union Electorale Socialiste.

Les principaux mots d'ordre du Mouvement Populaire contre le Marché Commun étaient : « Oui à l'autodétermination de la Norvège, nous voulons gouverner nous-mêmes » et « non à l'Europe du grand capital et non à la bureaucratie de Bruxelles ».

Le Mouvement Populaire et les adversaires de l'adhésion ont donc, l'automne dernier, remporté une victoire historique. Les gens ruraux, comme citadins, se sont organisés à la base et n'ont pas fléchi sous la pression de l'énorme machine de propagande en faveur de l'adhésion dont se sont servis les hauts fonctionnaires de l'Etat et l'industrie pendant les derniers mois précédant le référendum.

Après le référendum, le gouvernement social-démocrate, sous la direction de M. Bratteli, a démissionné. Il avait jeté dans la balance toute son autorité et tout son prestige pour faire entrer la Norvège dans la communauté du grand capital. Mais le peuple n'a pas voulu. Un gouvernement centriste minoritaire s'est constitué sur la base du résultat du référendum et d'un

traité de commerce avec la CEE. Ce gouvernement, malgré sa faible assise parlementaire — celle-ci se limite à 37 députés — reste toujours au pouvoir.

La création de l'Union Electorale Socialiste en avril dernier est issue directement de la lutte contre l'adhésion de la Norvège à la CEE et de la victoire populaire du 25 septembre. Un des principaux objectifs de l'Union est notamment de défendre le résultat du référendum et d'utiliser l'autodétermination ainsi préservée dans la lutte pour transformer notre pays dans une direction socialiste. Il s'agit également, bien sûr, de combattre les forces de droite qui n'ont pas renoncé à leur espoir de voir la Norvège adhérer à la CEE.

vers un parti socialiste unique

Cependant, le programme de l'Union Socialiste contient d'autres points très importants dont les principaux sont : renforcement du contrôle et prise de possession des entreprises étrangères en Norvège, extension des eaux de pêche de 12 à au moins 50 milles, acheminement du gaz et du pétrole de la Mer du Nord vers la Norvège, non à la politique des blocs et à l'adhésion à l'OTAN, socialisation des banques et du crédit, démocratie véritable dans les entreprises, réduction sensible du budget de la Défense nationale, une politique fiscale plus juste avec suppression de la TVA sur les vivres, lutte contre la forte centralisation et pour la décentralisation des emplois et de l'habitat, non aux centrales nucléaires, lutte contre la spéculation immobilière, l'avortement libre, aide aux mouvements de libération prise sur l'aide destinée aux pays en voie de développement, gratuité du trafic local et maintien et développement du réseau ferroviaire, égalité dans le travail et égalité entre les sexes.

L'Union rejette la politique de collaboration de classe et le réformisme du Parti Travailiste, ainsi que les groupes marxistes-léninistes. L'Union entend se servir du marxisme comme un outil afin de créer une société socialiste adaptée aux conditions et traditions locales. Elle souhaite également une pleine liberté d'action en matière de politique étrangère, indépendante des super-puissances.

Les trois partis qui forment l'Union sont d'accord sur les principaux problèmes politiques. Et ils ont pour but d'aboutir, après les élections, à une fusion en un seul parti socialiste de gauche. Pour atteindre ce but il sera évidemment nécessaire de procéder à des discussions approfondies à tous les échelons des trois partis intéressés et de faire preuve d'une certaine souplesse afin de surmonter les problèmes et les contradictions.

Mais tout d'abord, il faut faire la percée aux élections du 10 septembre... ■

Per Oivind Nielsen. ■

logue ». Il est sûr qu'en cédant à cette exigence de l'opposition Allende « gagnait du temps ». Mais un peu comme si la durée était devenue l'objectif fondamental d'un gouvernement acculé à la défensive.

Pourquoi ces dissensions au sein de l'armée ? Nationalistes avant tout, les militaires redoutent la perte de l'intégrité territoriale du pays. Une guerre civile laisserait les frontières ouvertes à l'invasion des voisins, en particulier la Bolivie qui garde ses visées sur le nord du Chili — l'accès au Pacifique — qui lui fut ravi lors de la guerre de 1879. Et cette menace est d'autant plus vivement ressentie aujourd'hui que le Brésil, et donc l'impérialisme US, pousse la Bolivie à cette revendication (les gorilles brésiliens cherchent ce second accès maritime, notamment pour mieux commercer avec le Japon).

La ligne de division de l'armée chilienne peut se formuler par cette question : à partir de quand le « péril » intérieur sera-t-il plus menaçant pour la « nation » que le danger extérieur ?

Cette évaluation faite, restera à l'armée à se déterminer directement par rapport à la guerre civile, selon les appréciations qu'elle fera de l'attitude.



Le général Ruiz Danyau, le jour de son limogeage par Allende.

tude de la troupe (des marins sont actuellement emprisonnés et torturés pour leur opposition à des officiers putschistes) et de la résistance populaire.

Une indication pour finir. Selon des informations — forcément officieuses, mais tout à fait dignes de foi — recueillies à Santiago fin août, le corps des 21 généraux chiliens, réunis secrètement, se serait défini ainsi par rapport au gouvernement :

- dans la période précédant la démission de Prats, chef des Armées, six étaient pour, quatre contre, onze ne se prononçant pas ;
- au moment de la démission, le 23 août, cinq étaient pour, onze contre, cinq « sans opinion »... ■

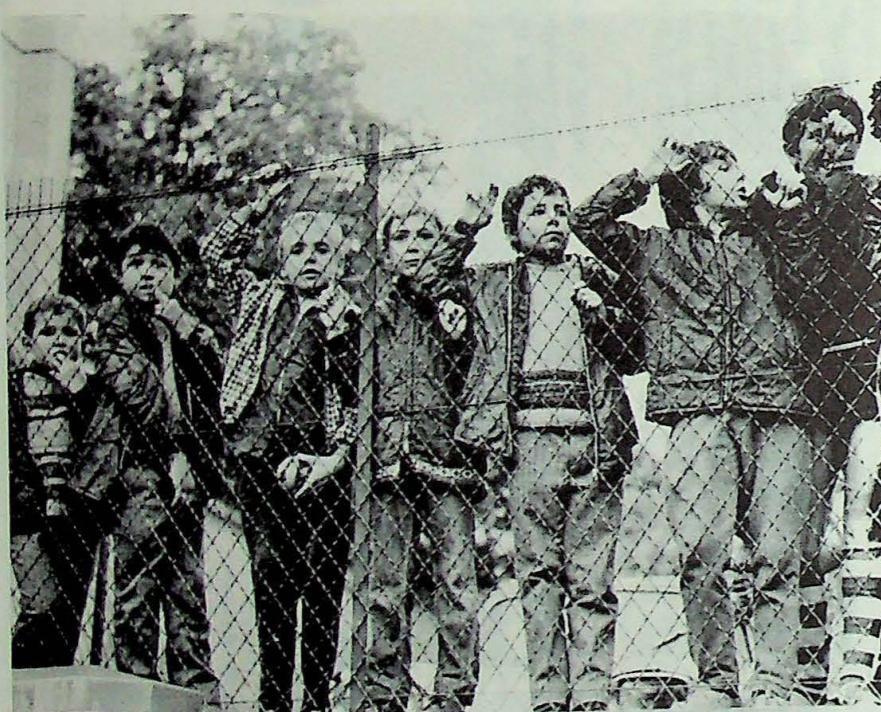
Gérard BOREL ■

L'ÉDUCATION EN DÉBAT

Le 6e Congrès International des sciences de l'éducation vient de se tenir à Paris. Thème officiel : L'apport des « sciences humaines fondamentales », biologie, psychologie, science économique, sociologie, aux sciences de l'éducation. Participants : un aréopage international de gens sérieux et de bonne compagnie qualifiés du doux nom de « spécialistes ». Mais derrière l'académisme, classique dans ce genre de débats, des conflits importants. Car s'il est bien un secteur où l'idéologie la plus effrontée et l'empirisme le plus plat se couvrent facilement du nom de « science », c'est bien celui des sciences humaines en général, et de l'éducation en particulier. M. Fontanet l'a bien compris puisqu'après s'être fait tirer l'oreille, il est finalement venu chercher au congrès une caution « scientifique » à ses réformes.

Certains ont contesté la méthode même du congrès : c'est le cas de Gérard Mandel qui a fait savoir dans un tract son opposition. D'autres, tout en ne ménageant pas leurs critiques, ont préféré y poser de l'intérieur d'autres problèmes. Nous avons organisé un débat avec quatre de ces participants, débat qui déborde d'ailleurs sur bien des points le congrès lui-même. Il s'agit de Jean-Claude Filloux et Gilles Ferry, de Nanterre, Roland Vuattaz, de Genève, et Jacques Ardoino. Nous espérons que les questions posées ici, en soulèveront d'autres, parmi nos lecteurs.

G. F. ■



● TS. — Quels ont été les points essentiels du débat au cours de ce congrès ?

J.-C. Filloux. — Deux tendances se sont dégagées. Elles exprimaient au point de départ des méthodes différentes, mais celles-ci sous-tendaient elles-mêmes un conflit sur les orientations. Je qualifierai la première perspective de « psycho-pédagogique ». Elle consiste à tenter d'absorber pour le compte de la pédagogie un certain nombre de connaissances, en particulier d'origine psychologique ou sociologique. Elle conduit le pédagogue à s'intéresser principalement à des « techniques » nouvelles, sans se mettre réellement lui-même en question.

La seconde perspective, par contre, qui me semble beaucoup plus intéressante, consiste à opérer une lecture de ce qui se passe dans le champ éducatif à partir des instruments d'analyse apportés par d'autres sciences. Ainsi une lecture sociologique permet à l'éducateur de poser le problème de son rapport au système institutionnel. Une lecture psychanalytique lui permet de mieux comprendre ce qui se joue dans la relation enseignants-enseignés. Dès lors, la question centrale n'est plus celle de l'apport de techniques, mais celle des finalités actuelles du système éducatif.

Gilles Ferry. — Je voudrais prendre l'exemple du débat sur la formation des enseignants. Si l'on se plaçait dans la perspective du congrès, le travail n'avait pratiquement aucun intérêt. Cela donnait lieu aux traditionnelles annotations normatives du type : « Pour former des maîtres, il faut..., etc. »

Inversement, il était beaucoup plus important de partir des expériences évoquées par les participants et de tenter de les analyser à partir d'instruments du type « analyse institutionnelle » ou psychanalyse.

Roland Vuattaz. — Il y a une sorte de mystification à laisser croire que l'on peut tirer des applications des sciences humaines au champ de l'éducation, comme si le problème était purement théorique. En réalité nous connaissons déjà certaines conclusions. Une analyse sociologique, par exemple, met clairement en évidence le caractère de classe de l'enseignement et son rôle sélectif. Le problème en réalité est donc politique.

J.-C. Filloux. — Sur le plan théorique, il faut souligner un autre aspect. Les sciences auxquelles nous nous référons possèdent des « corpus » théoriques.

Même la psychanalyse, qui est aussi une pratique, se réfère à un modèle théorique. Or, dans le domaine de l'éducation, nous n'avons pas jusqu'ici de théorie de cet ordre. Il n'existe aujourd'hui que des techniques et des idéologies.

● TS. — En quoi toutes ces questions rendent-elles compte de la réalité des combats qui se jouent dans l'école ? Il y a depuis plusieurs années une crise du système scolaire qui s'est traduite notamment par tous les mouvements de lutte des lycéens, par la remise en cause du « ghetto » scolaire. Ce congrès n'a-t-il pas été extérieur à toutes ces luttes et à tous ces débats ?

J. Ardoino. — C'est vrai en partie. Ainsi certains participants ont-ils dénoncé cet aspect en écrivant au tableau : « Congrès de logologie ». Pourtant, malgré le style habituel de ce genre de congrès, une suite monotone de communications, les commissions ont beaucoup travaillé à partir de la pratique. D'autre part, le congrès s'est mis en recherche. Il y avait plus d'interrogations à la sortie qu'à l'entrée. Ce qui m'a paru

le plus nouveau et le plus important, c'est l'acceptation de l'existence de contradictions qui, auparavant, étaient le plus souvent masquées.

R. Vuattaz. — Personnellement, la critique principale que je ferais au congrès, qui est d'ailleurs révélatrice de notre système d'éducation, c'est la pauvreté des contacts interdisciplinaires. D'autre part, on a fait semblant de ne pas voir que chaque discipline était elle-même traversée de contradictions. Parler d'une science économique, par exemple, relève de l'aberration. Cela permettait à certains de baptiser de termes nouveaux et ronflants les pratiques pédagogiques les plus traditionnelles. Il suffit de voir les contenus les plus contradictoires que l'on met sous le terme de « technologie éducative ».

G. Ferry. — Il est intéressant aussi de noter les réactions de fuite devant la complexité des problèmes qui se trouvent posés à la formation aujourd'hui. Ainsi nombreux enseignants préfèrent se réfugier dans une perspective humaniste globalisante du type : « C'est l'homme qu'il faut former, etc. ».

En réalité, il est nécessaire d'attaquer un certain nombre de problèmes, d'ouvrir des voies nouvelles et d'entamer des expériences qui joueront le rôle « d'analyseur », de révélateur par rapport à la situation actuelle de l'enseignement.

● TS. — L'une des critiques principales qui est aujourd'hui adressée au système scolaire, c'est son caractère cloisonné. L'école fonctionne en reproduisant la division sociale du travail. Or, paradoxalement, les enseignants qui acceptent cette analyse passent le plus clair de leur temps à se retrouver entre eux pour transformer l'école. N'est-ce pas l'une des contradictions principales de ce congrès ?

R. Vuattaz. — Tout à fait. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si plusieurs expériences internationales n'y ont pas été évoquées. Je pense aux tentatives d'alphabétisation et de politisation de Paulo Freire en Amérique Latine, aux expériences de formation en brousse en Afrique, à la formation pour adultes en Inde. Toutes ces tentatives n'ont pas été présentes au congrès. J'ai eu l'impression d'être dans une assemblée occidentale où même les délégués du Tiers-Monde étaient davantage les disciples de telle ou telle « tête » pédagogique européenne que de véritables représentants de leurs pays. Quant aux pays socialistes, nous avons eu droit à des communications hautement « officielles » et passablement traditionnelles.

J. Ardoino. — Il existe une autre contradiction dans ce pays type de recherche. L'absence d'élèves et d'étudiants. Par ailleurs un travail qui irait dans le sens d'une déspecialisation ne pourra se faire à l'avenir sans la présence des autres acteurs sociaux qui restent étrangers à l'univers de l'enseignement et de l'éducation.

Propos recueillis par Gérard Féran.



atteinte au moral de l'armée

● R.A.S., film français d'Yves Boisset

VOUS aviez remarqué, vous, qu'Yves Boisset avait le travelling « mou » ? Les critiques de la « gôche » germanopratin en sont encore tout offusqués et désolés : c'aurait pu être un si bon film... godardien... Ma chère ! Le spectateur, lui, s'en tamponne allègrement la manivelle ; et c'est fort bien ainsi.

Car avec quels yeux faut-il voir, avec quel cœur faut-il entendre pour venir prétendre qu'Yves Boisset a désamorcé — voui môssieu : dé-sa-morcé — son propos en traitant son film comme un film d'action ? D'ailleurs les réactions du public ne trompent pas, pourvu que l'on soit attentif à celui du samedi soir ailleurs qu'au Quartier Latin — et même au Quartier Latin... La moitié de la salle applaudis-

sait, l'autre avait mis le mouchoir de son silence par-dessus sa rancœur ou sa douleur. Le film avait touché.

Yves Boisset a réussi cet exploit de faire un film politique populaire — j'entends par là : qui parle au peuple, même s'il ne l'apprécie pas — avec un sujet qui est rien moins que populaire. Souvenez-vous de ces anciens combattants d'Algérie, dans le troisième volet de *Français, si vous saviez :* combien sont-ils à n'avoir toujours pas digéré, parce qu'ils n'ont pas compris, la « victoire des fells » ? Combien sont-ils, ces rapatriés dont on entretient la rancœur électorale et qui, par leurs manifestations ou leurs pressions, font interdire la *Bataille d'Alger* par des maires pusillanimes ? Combien sont-ils ces sous-offs de carrière qui sont encore en fonction, après l'Indo et l'Algérie, expulsés aujourd'hui de Madagascar vers La Réunion ?

Ce public-là et les autres (ceux qui savent par un frère ou un cousin qui y était que la « sale guerre » n'avait pas volé son adjetif) se contrefouvent de subtilités cinématographiques. Ils ne viennent pas voir un fleuron du 7e Art, mais un film sur la guerre d'Algérie. Et de cela, Yves Boisset a réussi à leur parler avec les mots et les phrases qu'ils comprennent, avec la syntaxe qui leur est plus coutumière que le travelling considéré comme une « morale » ! Et ceci sans esbrouffe : pas de vérités simples, pas de questions aux réponses toutes prêtes. Qui avait raison du communiste Charpentier qui refusait de tirer, fût-ce au prix de sa vie ou du caporal March qui cherchait d'abord à « éviter la casse » ? Boisset ne tranche pas : et moi, qu'aurais-je fait ?

Les personnages sont caricaturaux, paraît-il : peut-être

un peu. Mais à côté du commandant Keller, brute ignoble et factieuse, prosélyte du *Courrier de la Colère* du sénateur Michel Debré, le commandant de paras offre l'image d'un officier habile meneur d'hommes, ayant l'intelligence de son métier.

Ne nous laissons pas abuser : ce n'est pas vraiment un film sur la guerre d'Algérie. D'ailleurs, Boisset l'a dit, il n'a nullement la prétention d'être exhaustif. C'est un film sur le dressage des civils à des fins de guerre coloniale. C'est tout simplement un film sur l'armée.

Une armée où sévissent encore ces officiers de tout grade qui n'eurent pas, comme

Bollardière, le courage et l'honneur de démissionner pour ne pas couvrir les sévices, les tortures, l'assassinat. Et qui demain, peut-être, pourront encore... De deux choses l'une : ou bien ce film est effectivement la caricature grossière, mensongère, diffamatoire que l'on prétend qu'il est, et on attend du ministre de la Défense Nationale qu'il porte plainte pour atteinte au moral de l'armée. Massu et Bigeard ne seront certainement pas en reste. Ou bien il est véridique — même s'il a le travelling « mou », — et il devient impératif que ce film soit projeté dans toutes les casernes.

Pour que « plus jamais ça »...
THIERRY MORUS ■

I'Occitanie vivante

Fos, la Grande Motte, Canjuers, le Larzac, les vignerons... Pendant près de deux semaines, du 11 au 24 juillet, ces mots ont symbolisé la renaissance, dans la lutte des classes, d'un pays en gestation, rayé de la carte au XIII^e siècle, l'Occitanie.

Les Rencontres Occitanes d'Avignon (Rencontres Océans d'Avignon) ont en effet permis que se retrouvent, en plein festival, un certain nombre de militants politico-culturels de l'Occitanie nouvelle. Pour la plupart, ils sont implantés dans le peuple occitan depuis de nombreuses années. C'est leur force.

Chanteurs, écrivains, poètes, comédiens. Mais aussi professeurs, conférenciers, regroupés autour d'un journal de circonsistance, « Esclarmonda », ont fait d'autre chose qu'un lieu culturel parisien décentralisé.

Bien sûr, cela ne s'est pas réalisé sans excès. Sectarisme, nationalisme, chauvinisme ont quelquefois pris le dessus dans le débat, qu'il ait lieu sur scène, en salle ou dans la rue. Mais ces déviations, inévitables dans un festival et dans un pays, qui continue de nier officiellement la réalité économico-sociale occitane, ne doivent pas être prises trop au sérieux.

Plus sérieux semble être le débat politique qui s'instaure du fait de la présence — au sein de ces rencontres occitanes — de plusieurs courants. Existe-t-il une bourgeoisie nationale en Occitanie ? Est-elle ou non liée étroitement au capitalisme français ? Une Occitanie libre doit-elle être nationale, avant d'être socialiste ? Quelles formes de luttes faut-il mettre en avant pour accélérer la politisation des paysans et des ouvriers, pour leur permettre de prendre réellement

en main leur destin, après avoir retrouvé le droit à la parole ?

Lutte Occitane, qui se veut un mouvement et non un parti, répond qu'« il n'y a jamais eu de nation occitane, qu'elle soit féodale ou bourgeoise ». Selon elle, « une communauté ethnique définie par sa langue et son territoire n'accède au statut de nation que par la médiation d'une prise de conscience de son identité sous la direction de l'une des classes fondamentales de l'histoire », d'où cette conséquence : « L'Occitanie sera socialiste ou ne sera pas ».

Pour le Parti nationaliste occitan, la décolonialisation (linguistique, économique) implique la création d'un pouvoir occitan qui soit l'expression d'une union des classes nationales occitanes menacées de disparition : union du prolétariat, des petits propriétaires et des petits capitalistes nationaux contre tout impérialisme et toute fraction de classe occitane compradore (agent de l'impérialisme). Le PNO déclare que « ce pouvoir, symbolisé par le parti de libération nationale aura pour but la réalisation d'un socialisme occitan ».

Dans le mouvement Lutte Occitane se retrouvent, pour l'essentiel, des militants révolutionnaires alors que le PNO recrute ses militants dans la gauche traditionnelle (orthodoxe ou révisionniste), mais les reclassements politiques en liaison avec la pratique dans les luttes sont loin d'être ter-

minés (1). A ce titre, on peut citer aussi un petit groupe, Poble d'Oc, de tendance libertaire, en pleine confusion politique quant aux priorités dans la lutte, malgré une prise de position anticapitaliste, ce qui lui a permis de rassembler des militants d'extrême-droite ou d'extrême-gauche !

Les Rencontres Occitanes ont donc été un facteur de progression au débat politique à l'intérieur du combat culturel. Tirant un premier bilan, ses promoteurs ont ressenti la nécessité de ne pas en rester là. Le besoin de coordonner l'activité des diverses troupes théâtrales, des chanteurs, des vains, cinéastes, poètes s'est fait sentir. Mais il faut éviter les deux pièges qui guettent tout organisme qui serait mis en place : n'être qu'un « service promotionnel » ou un « bureau politique ».

Le journal des Rencontres, Esclarmonda, va continuer lui aussi, comme les rencontres elles-mêmes. Organe pour l'action (comme à Avignon) il sera doublé d'une version « périodique de réflexion » sur la culture occitane. Enfin, un manifeste de politique culturelle va être élaboré pour donner une cohérence, un sérieux une crédibilité. C'est un point essentiel. En effet, entre une action en profondeur, menée directement auprès des travailleurs (action qui épouse considérablement les militants culturels) et une action recherchant le « feu vert » des notables pour accroître son audience, le choix peut conduire à des compromis autres que tactiques. L'opportunisme emprunte trop souvent l'habit du réalisme pour que l'on n'y prenne pas garde.

Michel CAMOIS ■

(1) Serge Mallet avait décidé de consacrer ses efforts dans cette direction et devait être l'un des principaux animateurs de l'Université occitane d'été à Villeneuve sur Lot.

jazz et politique

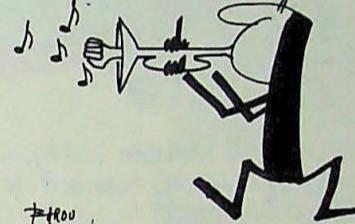
DU 18 au 26 août a eu lieu le quatrième festival de Jazz de Châteauvallon, près de Toulon. Toulon, c'est la première ville de France dont le conseil municipal, son maire en tête — caméléon et opportuniste —, s'est déclaré ouvertement raciste ; en effet, fin juillet, celui-ci faisait voter une motion à l'adresse du gouvernement dans laquelle il précisait que devant l'afflux d'étrangers dans la cité il ne pouvait plus répondre de rien en cas de malaises ou de troubles.

En fait, au dernier recensement, il y avait 3,2 % d'étrangers à Toulon, contre une moyenne nationale de 6 %. Cette prise de position est d'autant plus pernicieuse qu'elle justifie toutes les actions à l'encontre des travailleurs immigrés, elles se multiplient d'ailleurs sur toute la Côte d'Azur. Mais, dans la perspective des élections cantonales, il s'agit, pour les candidats ayant le soutien de la municipalité, de ménager une clientèle de pieds noirs et d'éléments conservateurs.

Châteauvallon, c'est un centre de rencontres culturelles subventionné en partie par la municipalité toulonnaise. C'est en fait, à six kilomètres de la ville, un monde clos, une sorte de « ghetto » culturel où les préoccupations et la créativité des travailleurs n'ont jamais l'occasion de s'exprimer.

Donc, durant neuf jours, au milieu des pins et du chant des cigales, coupés des réalités de la cité, quotidiennement trois mille personnes assistèrent aux projections de films, émissions vidéo, écoutes de bandes magnétiques et concerts organisés par l'ORTF. Mais pas un mot, pas une discussion approfondie sur la condition du musicien de jazz — des créateurs tels que Ornette Coleman, Marion Brown ou Anthony Braxton ont les plus grandes difficultés à subsister — ou sur le caractère révolutionnaire du free-jazz.

Ce festival n'a pas pu rester étranger au combat de Lip. En effet, jeudi 23, c'est la journée de soutien aux travailleurs de Lip ; les techniciens de l'ORTF en grève assurent la sonorisation des concerts, mais aucun enregistrement n'est effectué. A la place des caméras, des panneaux sur l'un des



quelqu'un peut lire : ORTF-Druon/Lip-Charbonnel, même combat ; un ouvrier de chez Lip expliquera au micro le sens de leur lutte, et une collecte est organisée par les grévistes de la télévision et le personnel de Châteauvallon. Sous une pluie fine, un quintette norvégien improvise sur le tic-tac d'une montre Lip... ■

Pour ce quatrième festival de jazz de Châteauvallon, la politique qui est indissociable de notre vie quotidienne et qui est étroitement liée à cette musique, tant par son évolution que par les prises de position de nombreux musiciens, a fait timidement son apparition.

Mais le mot de la fin est resté, provisoirement, au présentateur André Francis qui, au cours d'une tribune « libre », alors qu'un spectateur lui demandait ce qu'il pensait d'un tract distribué pendant le festival et inspiré par un article de « Charlie-Hebdo » dénonçant l'attitude raciste de la municipalité toulonnaise, s'est écrié : « Pas de politique ici, coupez le son ! En somme, à Châteauvallon, la « Culture » avec un grand C, oui, peut-être ; la vie, non ! ■

Daniel BIZIEN ■

CINÉMA 73

JUILLET - AOUT
NUMERO SPECIAL
LE CINEMA AMERICAIN DES ANNÉES SOIXANTE

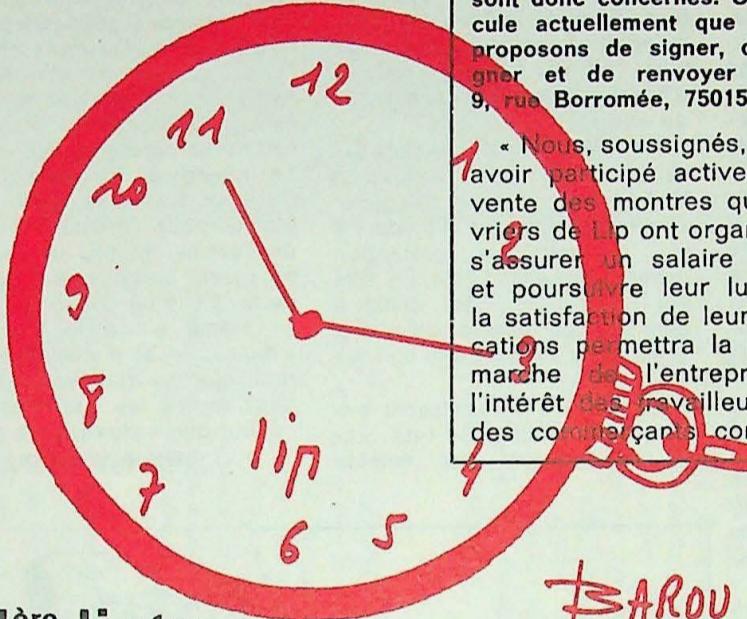
320 pages de documentation et de réflexion

En vente partout : 8 F.



Un film qui parle au peuple.

tous des recéleurs



• 1^{ère} liste

AUFFRET Martine (APF). — M. AVICE (comité exécutif Objectif Socialiste). — ARNO Gérard (resp. CFDT PTT). — ARIEY JOUGLARD (CFDT Thomson).

André BARJONET (Bureau National PSU). — Pierre BOURGUIGNON (BN PSU). — Pierre BLOND (animateur permanent « Vie Nouvelle »). — Jacques BERTIN (chanteur). — M. BUTTIN (Avocat à la Cour). — Noëlle BARREL (APF). — M. BALANDREL (ADELS). — Yves BOISSET (cinéaste). — Jean-Louis BERTUCELLI (cinéaste). — Maurice BRULE (CFDT TRT Philips). — François BOUTITIE (CFDT Philips). — Pierre BEREGOVOY (S. Nal PS). — Elie BRUNET (CFDT). — Paul BLANCQUART (dominicain - journaliste P. Hebdo). — Jean BOURDIN (CFDT - CIRCIA). — Annie BRETEUDEAU (JOC). — Gabriel BLAISE (militant synd. FNSEA).

Jean-Paul CIRET (journaliste). — Robert CHAPUIS (BN PSU). — Irène CHARAMANDE (BN PSU). — Georges CONSTANTIN (BN PSU). — M. CAUFULTY (APF). — Robert de CAUMONT (collectif national des GAM). — Michel CHARZAT (comité dir. PS). — Yves COSTARD (CFDT PTT Val-de-Marne). — Jean COURAULT (typographe). — Jacques CHATAIGNER. — Georges CASALIS (professeur de théologie). — Thierry CASAMOR (communion de Bocquen). — J.-Paul CHAILLEUX (journaliste). — Christian CASTERAN (journaliste).

Alain DESHAYES (syndicaliste CGT). — **Pascal DORIVAL** (BN PSU). — **Patrick DEVANDER** (équipe Nale JEC). — **Annie DEFCHÉE-MACKERCLOUET** (APF). — **Serge DEPAQUIT** (BN CIC). — **François CAPDET** (secrétaire com. ent. CFDT). — **Yves DECHARME** (sec. CFDT PTT Hts-de-Seine). — **Michel DURAND** (sec. CFDT PTT est). — **André DURAND** (direct. revue). — **Jacqueline DUFAUT** (JOCF). — **Rose-Marie DUBOIS** (JOCF). — **Anne-Marie DELANNOY** (journaliste). — **David et Dominique** (chanteurs).

Claude ESTIER (Sec. Nat. PS). — Leni ESCUDERO (chanteur).
Gérard FUCHS (Obj. Socialiste). — Michel FIANT (comité dir. AMR).
— Gilles FERRY (maître de conf. Université Paris X Nanterre). — Gérard FERAN (Directeur « Tribune Socialiste »). — Claude FABRE (sec. CFDT téléphone). — Annie FONBONNE (JOCF). — Max-Pol FOUCHEZ (écrivain).

Jean GUIAVARC'H (BN MRJC). — Michel GRIMAL (délégué com.
entr. AFPA). — André GRESER (JOC). — Danièle GUEN (JOCF). —
Juliette GRECO (chanteuse). — Claude GAULT (réd. en chef « Témoi-
gnage Chrétien »).

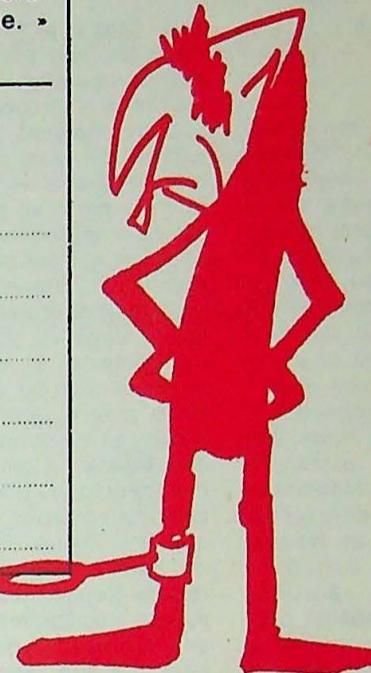
Marie-Jo HASARD (animateur permanent « Vie Nouvelle »). — Jean HALBRAND (animateur permanent « Vie Nouvelle »). — Suzanne HINAULT (APF). — René HEYRAUT (délégué CFDT). — Luc HERRY (secr. CFDT PTT). — Monique HERVO (écrivain). — André HILI (Vice-Président JOC).

Bernard JAUMONT (BN PSU). — André JEANSON (ancien Pd CFDT - Objectif Socialiste). — Yvon JACOPIN (JOC). — M. BOUVIGNIER (JOC). — Bernadette JONVAL (JOCAF). — Marie-Christine JEANIOT (journaliste).

Marin KARMITZ (cinéaste). — Antoine KAUZMAN (JOC).
Yves LE FOLL (député maire de Saint-Brieuc). — Bernard LAN
GLOIS (rédacteur en chef de « Tribune Socialiste »). — Daniel LENEGRE
(BN PSU). — Jean LE GARREC (Sec. Nat Adjoint PSU). — André LAU
DOUZE (rédaction « Témoignage Chrétien »). — Bernard LEGROS (APF)

« Nous demandons par conséquent à encourir toutes les poursuites qu'impliquerait la plainte contre X de la fédération nationale de l'Horlogerie. »

SIGNATURES



— Roger LOUIS (CREPAC journaliste). — Victor LEDUC (BN CIC). — Luce LACOSTE (BN MRJC). — Corentin LECARRE (délégué CFDT). — Maxime LEFORESTIER (chanteur). — Hervé LE TOCQUIN (per. synd. CFDT Caisse Dépôts). — Jean-Jacques LUBRINA (Pdt). — Jean-Yves LEMERLE (délégué personnel VEGLIA). — Jacques LAIK (sec. adjt CFDT Essonne). — André LEGOUY (prêtre). — Madeleine LEVEQUE (JOCF). — André LOTTIN (journaliste). — Madeleine LACHAT (membre CA Côte-d'Or PFN).

Côte-d'Or PEN). — Michel MOUSEL (BN PSU). — Gilbert MARQUIS (BP AMR). — Jean-Claude MALO (BN MRJC). — Gilles MARTINET (délégué général PS). — Jackie MAILLE (sec. CFDT PTT Essonne). — Didier MOTCHANE (Sec. Nat PS). — François MEROTTO (JOC). — Christine MOY (JOFC). — MOULLOUDJI (chanteur). — Paul MEUNIER (journaliste). — Maurice NAYMANN (BP AMR). — Annie NEVELL (vice-président

Jacques de PRENEUF (journaliste). — **André POTTIER** (délégué personnel CFDT Philips). — **Marc PREVOT** (membre BN CFDT PTT). — **Gilbert PALLIER** (CFDT Renault). — **Joseph PRIOUR** (sec. CFDT PTT Yvelines). — **Bernard PETITJEAN** (CFDT PTT St-Denis). — **Daniel PRIN** (JOC). — **Denis PRACHE** (journaliste). — **Paul PLAGNE** (syndicaliste CFDT Côte d'Or).

Michel ROCARD (Sec. Nat. PSU). — **Baudoin de ROCHEBRUNE** (CFDT Tours). — **Pierre REGNIER** (perm. synd. CFDT ORTF). — **Jean RUEL** (sec. UD CFDT Val-de-Marne). — **Françoise RIGNIER** (déléguée synd. CFDT « Le Monde ») — **Florence ROSENTHIEL** (journaliste).

synd. CFDT « Le Monde »). — Florence ROSENTHIEL (journaliste).
François SOULAGE (BN PSU). — **Philippe SIMON** (BN PSU). —
Georges SARRE (Sec. Nat. PS). — **J.-P. CHEVENEMENT** (Sec. Nat. PS).
Francis SAUTY (délégué personnel Thomson CFDT). — **Armond SEYLER**
(sec. CFDT Paris Telecom.). — **Bernadette SANTINIAU** (délégué per-
sonnel CFDT « Le Monde »). — **Bernard SCHREINER** (rédaction « Témoi-
gnage Chrétien »). — **Jo SCHMELZER** (chanteur).

Denise TREMBLAY (APF). — Simone THUILLEZ (BN MRJC). — Dominique TADDEI (Sec. Nat. PS). — Daniel TRACBACH (JOC). — Florence TERRAY (journaliste).

Basile VOLOKINE (BN PSU). — **Claude WUILLAUME** (SA académique SNES Côte-d'Or). — **Philippe VICHERAT** (APF). — **Yves YOURG'H** (ingénieur). — **Eliane VALICELLE** (journaliste).

• 2° liste

Philippe ADRIEN (écrivain - metteur en scène). — **Daniel BENAID** (Comité de Rédaction « Rouge »). — **Jean BERIAC** (chanteur). — **Pierre-Marie CANIN** (PSU - Yvelines). — **L. CASSAGNE**. — **Colette CASTEL** (comédienne). — **Bernard CLARENS** (cinéaste). — **Florence DARY** (comédienne). — **Jean DUFOUR** (conseiller artistique). — **Jacques ECHANTILLON** (comédien - metteur en scène). — **Jacques FERLUS** (PSU - Yvelines). — **Martine FRACHON** (PSU - Sec. Féd. Yvelines). — **Colette GODEBARGE** (PSU Albertville). — **Alain KRIVINE** (Comité de Rédaction « Rouge »). — **Bernard LAMBERT** (Paysan-travailleur). — **Jean LE FOLL** (PSU - Yvelines). — **Louise LEMEE** (PSU - Bureau fédéral Région Paris). — **Christian MICHALOUX** (Comité de Rédaction « Rouge »). — **Stéphane MELDEGG** (metteur en scène). — **Henri SAIGRE** (B.N. - PSU). — **Yves TALMONT** (PS - attaché de presse - Paris). — **Alain TORCHET** (PS - Economiste). — **VARIN** (PSU - Yvelines). — **Henri WEBER** (Comité de Rédaction « Rouge »).

(A suivre)